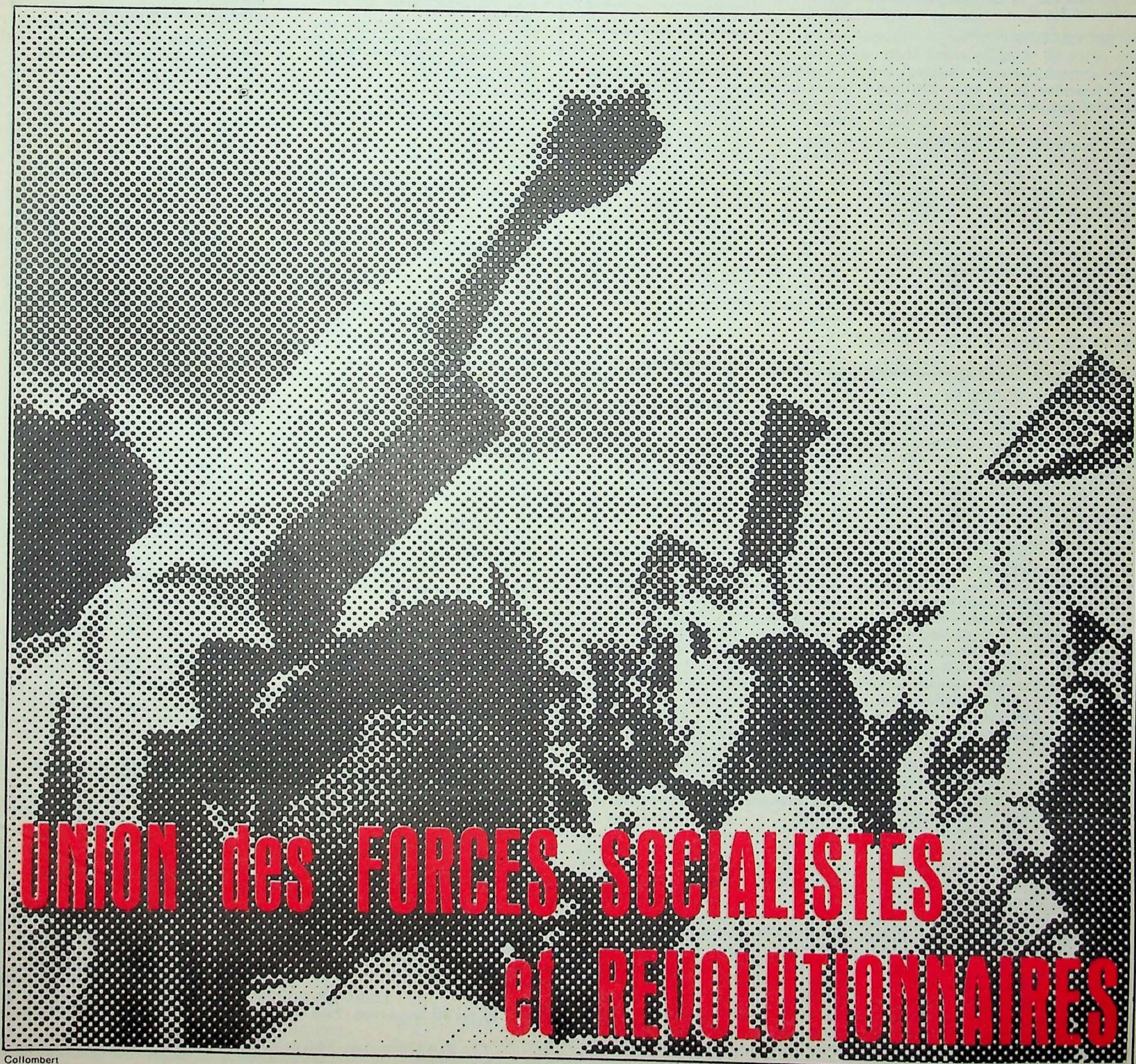


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 456, 1,50 F
JEUDI 28 MAI 1970



Déclaration du Bureau National

Le 31 mai, huit manifestations régionales sont organisées par le Comité National d'Action Laïque : le matin, à Arles, Nancy et Nantes, l'après-midi à Arras, Grenoble, Limoges, Pantin (région parisienne) et Toulouse. Le P.S.U. appelle à participer à ces manifestations. Le Bureau National du parti a publié une déclaration pour préciser le sens de son appel :

Le Comité National d'Action Laïque organise le 31 mai 1970 huit manifestations régionales pour protester contre la politique du pouvoir à l'égard de l'Education nationale. Les orateurs du CNAL se référeront aux conclusions du colloque de décembre 1967 auquel le P.S.U. a participé activement. Le Parti Socialiste Unifié soutiendra donc une fois de plus l'action du CNAL et appelle ses militants à participer aux manifestations du 31 mai.

Le P.S.U. constate en effet que :

- en s'apprêtant à renouveler la loi Debré d'aide à l'enseignement privé, le pouvoir confirme sa volonté de maintenir la division scolaire que le capitalisme utilise pour faire pression sur le système d'enseignement. Nous voulons au contraire la création d'un véritable service public de l'enseignement dont la fonction serait déterminée par les véritables intéressés, c'est-à-dire les travailleurs ;
- en définissant un 6^e Plan d'industrialisation au service du grand capital, le pouvoir soumet le développement scolaire et universitaire à la stratégie des grandes firmes. Les options du 6^e Plan n'entraîneront pas nécessairement une diminution du budget de l'Education nationale, mais sa distribution correspondra au seul intérêt des entreprises capitalistes, sans aucun rapport avec les besoins réels de formation culturelle et professionnelle des travailleurs et de leurs enfants. Après avoir sélectionné ceux qu'il faut affecter aux différents niveaux de qualification, on orientera les « déchets », c'est-à-dire des millions d'enfants, vers les impasses que constituent les classes de transition ou de perfectionnement, les classes pratiques, les C.E.T. sans débouchés, les sections sacrifiées, les I.U.T. sans avenir. Dans ces conditions, on ne peut s'étonner de voir grossir le flot des « inadaptés », ces laissés pour compte du système.

Le P.S.U. condamne non seulement les conséquences, mais aussi les options fondamentales du 6^e Plan ; il sait que ces options correspondent à la logique de la domination bourgeoise que M. Pompidou a été chargé de maintenir. C'est pourquoi le P.S.U. sait bien qu'aucun collectif budgétaire, aucune réforme sectorielle ne peut changer radicalement la situation de l'Education nationale. Seul un pouvoir fondé sur les aspirations et la force des travailleurs pourra créer les conditions d'une autre politique.

Depuis mai 68, un nombre croissant d'enseignants, de parents et d'étudiants en ont pris conscience. Le P.S.U. entend agir de concert avec les organisations démocratiques, et notamment les syndicats enseignants, les organisations culturelles et les associations de parents d'élèves réunis dans le C.N.A.L., pour hâter cette prise de conscience.

De plus, le combat laïc prend aujourd'hui une dimension nouvelle. A l'exigence d'une nationalisation de l'enseignement au service du peuple s'ajoute la nécessité de lutter concrètement pour la liberté d'expression des élèves et des maîtres, et contre toutes les formes de répression — culturelles et pédagogiques, policières et judiciaires — qui s'exercent dans l'Education nationale. Au-delà du 31 mai, les militants du P.S.U. travailleront à développer la conscience des formes nouvelles que doit prendre la revendication de laïcité.

Le P.S.U. regrette de ne pouvoir faire connaître ses analyses et ses propositions dans le cadre des réunions prévues le 31 mai. Conscient de la nécessité de réaliser la plus large unité contre le pouvoir des Pompidou, Guichard et Chabandemas, le P.S.U. respectera la tradition du Comité national d'action laïque et appelle ses militants à soutenir l'action engagée le 31 mai, dans les formes prévues par les cinq organisations membres du C.N.A.L. □

mouton éditeur

SOCIALISME

□ - **Correspondance entre LENINE et Camille HUYSMANS 1905 - 1914**
documents recueillis et présentés par Georges HAUPT - préface de Camille HUYSMANS
164 pages - 15 F

□ - **La Deuxième Internationale 1889-1914**
par Georges HAUPT - préface de Ernest LABROUSSE
étude critique des sources, essai bibliographique
393 pages - 56 F

□ - **L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux 1919-1935**
par Chiara ROBERTAZZI et Enrica COLLOTTI-PISCHEL
essai bibliographique
584 pages - 88 F

□ - **Bureau socialiste international 1 : 1900-1907**
par Georges HAUPT
comptes rendus des réunions, manifestes et circulaires
438 pages - 77 F

□ - **Karl MARX devant le bonapartisme**
par Maximilien RUBEL
164 pages - 13 F

□ - **Aux origines du communisme français 1914-1920**
par Annie KRIEGEL
contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français
2 volumes 995 pages - 56 F

□ - **Le centenaire du «Capital» exposés et entretiens sur le marxisme**
336 pages - 38 F

□ - **Le projet révolutionnaire**
par Richard GOMBIN
sociologie des groupuscules gauchistes en France
143 pages - 10 F

Vient de paraître
□ - **MARX et la pensée scientifique contemporaine**
Recueil des contributions sur le rôle de MARX dans le développement de la pensée scientifique contemporaine
612 pages - 89 F

□ - **Auguste BLANQUI**
par Maurice DOMMANGET
des origines à la révolution de 1848 ; premiers combats et premières prisons
352 pages - 39 F

□ - **La croissance de la C.G.T. 1918-1921**
par Annie KRIEGEL
essai statistique
254 pages - 56 F

□ - **Le Mouvement Syndical en France, 1871-1921**
par Robert BRECY
essai bibliographique
217 pages - 40 F

SOCIOLOGIE

□ - **Le métier de sociologue**
par Pierre BOURDIEU, Jean-Claude CHAMBOREDON, Jean-Claude PASSE-
RON
Recueil de textes clés sur les thèmes centraux de la recherche
430 pages - 28 F

□ - **Hérésies et Sociétés dans l'Europe préindustrielle XI^e - XVIII^e siècles**
présenté par Jacques Le GOFF
484 pages - 67 F

□ - **Naissance d'une hérésie : les adeptes de la pauvreté volontaire au Moyen Age**
par Tadeusz MANTEUFFEL
208 pages - 36 F

□ - **Les Sciences de l'homme en France**
par Jean VIET
tendances et organisation de la recherche
258 pages - 19 F

□ - **Psychologie sociale et expérimentation**
par Gérard LEMAIN, Jean-Marie LEMAIN
360 pages - 28 F

□ - **Les étudiants et leurs études**
par Pierre BOURDIEU, Jean-Claude PASSERON, collaboration de Michel ELIARD
149 pages - 20 F

□ - **Rapport pédagogique et communication**
par Jean-Claude PASSERON, Pierre BOURDIEU, Monique de SAINT-MARTIN
125 pages - 17 F

□ - **Interprétation de l'organisation dans l'industrie**
par Alfred WILLENER
essai de sociologie du changement
164 pages - 27 F

□ - **Education, développement et démocratie**
publié par Robert CASTEL, Jean-Claude PASSERON
268 pages - 18 F

□ - **Les méthodes structuralistes dans les sciences sociales**
par Jean VIET
246 pages - 19 F

□ - **Structures élémentaires de la parenté**
par Claude LEVI-STRAUSS
nouvelle édition revue et augmentée
592 pages - broché - 60 F
relié - 77 F

□ - **Les rites de passage**
par Arnold VAN GENNEP
étude systématique des rites
317 pages - 54 F

RELIGIONS

□ - **La vraie histoire de la Bible**
par Michael AVI-YONAH, Emil G. KRAE-
LING
Celui qui veut connaître vraiment la Bible « une des sources principales de l'histoire de la civilisation occidentale, et le témoignage historique de la vie d'un peuple étonnant - trouvera dans ce livre un commentaire vivant, exhaustif, magnifiquement illustré, du «livre des livres»
384 pages - 77 F

□ - **Dieux d'hommes**
par Henri DESROCHE
dictionnaire des messianismes et millénarismes de l'ère chrétienne
281 pages - 84 F

□ - **Juifs et chrétiens dans le monde occidental 430 - 1096**
par Bernhard BLUMENKRANZ
440 pages - 29 F

□ - **Les auteurs chrétiens latins du Moyen Age sur les juifs et le judaïsme**
par Bernhard BLUMENKRANZ
304 pages - 42 F

□ - **Recherches d'histoire judéo-chrétienne**
par Marcel SIMON
210 pages - 27 F

diffusion

LIBRAIRIE NOUVELLE FACULTE
30, rue des Saints-Pères - Paris 7^e - tel 222.21.48 - C.C.P. Paris 10.697.36
LIBRAIRIE MALOINE
8, rue Dupuytren - Paris 6^e - tel 033.6.37-C.C.P. Paris 670

Nos tâches dans les entreprises

Abraham Behar

L'offensive du grand capitalisme français, avec les opérations séduction type participation, actionnariat ouvrier, contrat de progrès, est en train de s'essouffler.

De plus en plus les grandes administrations ou les entreprises privées qui ont tenté cette expérience sont le lieu de luttes importantes et de résistances acharnées des travailleurs. Le mouvement syndical commence à tirer lui aussi les leçons amères de cette collaboration de classe. On trouve de moins en moins de sections syndicales volontaires pour signer, et quand elles existent, la contestation de leur base et de leurs unions locales ou départementales (voir la C.F.D.T. de Berliet et de la C.G.T. de Caterpillar) limite largement l'enthousiasme.

Par contre, le patronat accentue partout la répression dans les entreprises. La hiérarchie dans les usines fait feu de tout bois, des simples brimades à la chasse aux militants, de la lutte sournoise antisyndicale à l'utilisation des muscles de la maîtrise (avec barres de fer) contre les piquets de grève, des simples licenciements illégaux jusqu'à l'appel aux C.R.S., la dictature patronale et d'Etat se déchaîne partout.

Et pourtant, cette double politique du sourire et de la matraque masque mal les contradictions aiguës du camp capitaliste, et plus sa violence se déchaîne plus il a de difficultés à masquer les lézardes de son édifice.

La question qui se pose aujourd'hui reste : avec quelle stratégie et sur quelle plate-forme le prolétariat peut unifier son combat ; comment la classe ouvrière peut entraîner dans la lutte de classe d'autres couches populaires et prioritairement les paysans prolétaires et le mouvement étudiant ?

C'est pour y répondre que les sections et groupes d'entreprises se réunissent pour une conférence nationale les 30 et 31 mai à Colombes.

La priorité à l'implantation dans les entreprises, décidée au congrès de Dijon, est en train de porter ses fruits. Il ne s'agit pas de suivre l'exemple de certains de nos camarades du mouvement révolutionnaire qui se gargarisent de leurs maigres cohortes, mais de constater les progrès effectifs et surtout dresser le bilan des insuffisances et des difficultés rencontrées.

C'est pour y voir clair, pour corriger les erreurs commises et pour confronter les expériences et les pratiques que nous dresserons le bilan critique de l'activité du secteur entreprise.

Mais le véritable bilan pour un parti prolétarien se fait dans et par les masses. C'est dans ce but qu'une vaste enquête politique a été lancée sur le contrôle ouvrier pour écouter ce qu'en pensent les travailleurs et pour apprendre comment la classe ouvrière peut utiliser cet outil, sur quels objectifs et avec quels obstacles.

C'est à partir de cette enquête qu'il sera possible de juger la validité de cet axe de lutte, et comment fusionnent théorie et pratique, et en particulier :

— sur la démocratie prolétarienne de masse. Notre mot d'ordre : pas de lutte sans assemblée

des travailleurs, pas d'assemblée sans véritable débat et sans décision collective, est-il juste ? Incontestablement les assemblées sont maintenant très fréquentes, par atelier ou par usine, et le plus souvent elles sont un objectif de la lutte ouvrière (par exemple dans le Nord, la

Frédérique Delange a été condamnée lourdement (13 mois de prison) pour une action profondément morale, même si elle n'est pas forcément très efficace sur le plan politique. Une partie de la presse a crié au scandale après l'énoncé du verdict. Il y a effectivement de quoi. Le moindre n'est pas de voir une société qui se prétend « nouvelle » protéger son ordre en prenant la défense du caviar, du foie gras et des bouteilles millésimées. Mais au-delà de cette démonstration digne du Père Ubu, il y a un autre scandale à dénoncer : celui des arrestations arbitraires qui se multiplient, des détentions préventives qui se prolongent et, dans le cas de Frédérique Delange comme dans celui d'autres militants, l'emprisonnement sous le régime de droit commun. Ce n'est pas que nous soyons partisans d'infliger aux condamnés de droit commun les conditions qu'ils subissent aujourd'hui mais nous devons dénoncer énergiquement le fait que des condamnés politiques ne soient pas traités en condamnés politiques. □

bataille actuelle pour instaurer les rassemblements sur le tas pour tous est un premier stade pour assurer l'information des travailleurs ; incontestablement aussi ces réunions sont une des bases de l'avancée de la démocratie dans les luttes, mais de nouvelles formes d'organisation de celle-ci, sous forme de conseil permanent, ou comme en Italie, d'un mouvement politique de masse, sont-elles à l'ordre du jour ?

— sur le contrôle lui-même, incontestablement les travailleurs ont appris à appliquer de fait les décisions qu'ils ont prises collectivement, que ce soit sur les cadences, les horaires, la répartition du travail, etc. Mais prendre le contrôle de tel ou tel aspect de la vie dans l'entreprise ou sur la production elle-même, c'est-à-dire sortir de la légalité bourgeoise et se mettre en contradiction absolue avec l'organisation capitaliste du travail, c'est en général aller vers un affrontement avec l'adversaire de classe.

Ces actions ont été pour l'instant *transitoires*, et représentent des formes de lutte avec débouché syndical ; ce qui naît actuellement c'est le passage des prises de contrôle comme moyen de pression, à la lutte ayant comme objectif un contrôle permanent, toujours collectif et toujours en dehors de toute institution et de toute négociation. Cette progression n'est possible que là où la combativité et la politisation des travailleurs sont intenses, car un tel contrôle instaure dans l'entreprise un état de guerre permanent, et suppose donc une cohésion remarquable du camp ouvrier.

Si le contrôle ouvrier représente en effet une attaque efficace contre l'organisation capitaliste du travail, et une réponse cohérente à la « nouvelle société » et sa paix sociale arrachée en

bâillonnant les travailleurs, il reste néanmoins un axe de lutte et non à lui tout seul une stratégie.

Pour unifier les luttes, pour permettre les alliances nécessaires autour du prolétariat, pour reprendre globalement l'offensive, il nous faut aussi proposer des objectifs et des moyens de se battre, et une perspective :

- des objectifs — car les travailleurs ont besoin d'une plate-forme politique de lutte, avec des buts qu'il faut se fixer, tout en sachant qu'il s'agit d'objectifs transitoires, et qu'une fois atteints la transformation de la société ne se fait pas pour autant ;

- c'est dans chaque branche d'industrie, à partir d'analyses concrètes et en fonction d'une pratique faite jour après jour dans les entreprises, que se gagnent ces objectifs ; à nous de les réunir en faisceau pour une plate-forme unique ;

- des moyens de se battre — ce que nous avons retenu des dernières actions c'est la nouveauté de l'émission des luttes, des grèves totales locales (avec la réponse classique : le lock-out et la démobilisation), ou à l'inverse des grèves type 24 heures, qui ne débouchent pas.

Par contre l'extension des grèves articulées dans les entreprises bloquent très largement la production avec peu de risques pour les travailleurs, à condition qu'elles soient bien organisées et décidées collectivement par l'assemblée des travailleurs, et la combinaison des luttes internes et externes à l'entreprise (le combat né dans l'usine essaime sur la ville, et à son tour la lutte des comités de quartiers retourne dans l'usine en renforçant la combativité) sont à notre avis des moyens d'action efficace pour les entreprises concernées ;

- une perspective — assurer le débouché politique des luttes, relier constamment la stratégie générale avec les combats locaux, montrer comment se fait réellement l'unité ouvrière, c'est-à-dire dans le combat et dans les assemblées ou conseils de base, savoir appuyer une action syndicale et la prolonger en montrant le chemin qui relie la mobilisation sur les revendications et la lutte contre l'Etat bourgeois. Voilà nos tâches dans le secteur de la production.

Il reste à progresser pour que naisse un pôle révolutionnaire reconnu par les travailleurs et prouvant par sa pratique la supériorité de ses analyses par rapport aux réformistes anciens et modernes.

Par l'action de masse combinée avec la lutte idéologique implacable contre l'idéologie bourgeoise et tous ses camouflages et ses surgeons dans la classe ouvrière, il nous faudra bien, avec tous les militants ouvriers révolutionnaires, construire ce quartier général du prolétariat qui nous est nécessaire pour vaincre.

Cela fait partie aussi de notre travail ; mais au-delà du secteur entreprise et du parti lui-même, n'est-ce pas aussi la tâche fondamentale pour tout le courant socialiste et révolutionnaire ?

Nous sommes effrayés !

Jean-Marie Vincent

A juste titre, les dirigeants du P.C.F. ont souligné l'utilisation anticommuniste de l'affaire Garaudy-Indra par la presse bourgeoise. Il est on ne peut plus exact que de « Combat » à « France-Soir » en passant par le « Monde », on s'est plu à souligner les difficultés que cela créerait au P.C.F. dans sa politique d'union de la gauche. Mais on ne voit pas en quoi cette campagne modifie fondamentalement les conditions de la situation. Comme les déclarations les plus récentes d'Alain Savary l'ont encore montré, le parti socialiste est, on ne peut plus prudent dans ses rapports avec le P.C.F., parce qu'il subit une pression centriste très forte, de l'intérieur et de l'extérieur (de Servan-Schreiber au parti de la démocratie socialiste de Müller). Quant au P.S.U., les dirigeants du P.C.F. savent très bien qu'il n'a pas l'habitude de se déterminer en fonction des opinions des éditorialistes et que sa politique de front uni des travailleurs sans exclusive anti-gauchiste ne dépend pas des fluctuations de ce qu'on appelle l'opinion publique.

Aussi bien, n'est-ce pas cet aspect de l'affaire qui nous paraît le plus important. En effet la publication des notes de Jean Kanapa apporte, contrairement à ce que pense « l'Humanité », des révélations d'une grande portée. Il est tout à fait exact de dire que Waldeck Rochet n'a pas pris au cours de la conversation une position différente de celle qu'il avait exposée devant le comité central de son parti. On peut constater également qu'Alexandre Dubcek n'a rien dit qui se soit opposé à ses propres déclarations publiques dans les semaines précédant la rencontre. Mais tout ce qu'ils ont dit, ils l'ont dit dans une conjoncture bien précise, celle qui était marquée par l'imminence de l'intervention soviétique. Waldeck Rochet, revenant de Moscou fait part à ses interlocuteurs de son inquiétude en termes à peine voilés et Dubcek lui répond en ne taisant pas son propre effroi.

Ainsi les principaux responsables de deux partis communistes connus pour leur poids et leur influence dans le mouvement communiste international s'avouent impuissants devant une situation qu'eux-mêmes jugent dramatique. Waldeck Rochet presse son interlocuteur de faire quelque chose, mais avec un manque de conviction évident. Il lui suggère de répondre plus fermement aux articles « imprudents » des journalistes non communistes, mais contrairement aux Soviétiques ou aux Allemands de l'Est, il ne se montre pas partisan du rétablissement de la censure. Il ne pose même pas, comme l'auraient fait les dirigeants communistes les plus conservateurs, le problème du club 231 et du parti social-démocrate, car il sait cer-

tainement que ce sont des questions tout à fait secondaires, des prétextes pour les adversaires des dirigeants de Prague. En substance, Waldeck Rochet demande à Dubcek et à ses amis de faire quelques gestes pour calmer la colère des chefs du P.C.U.S.

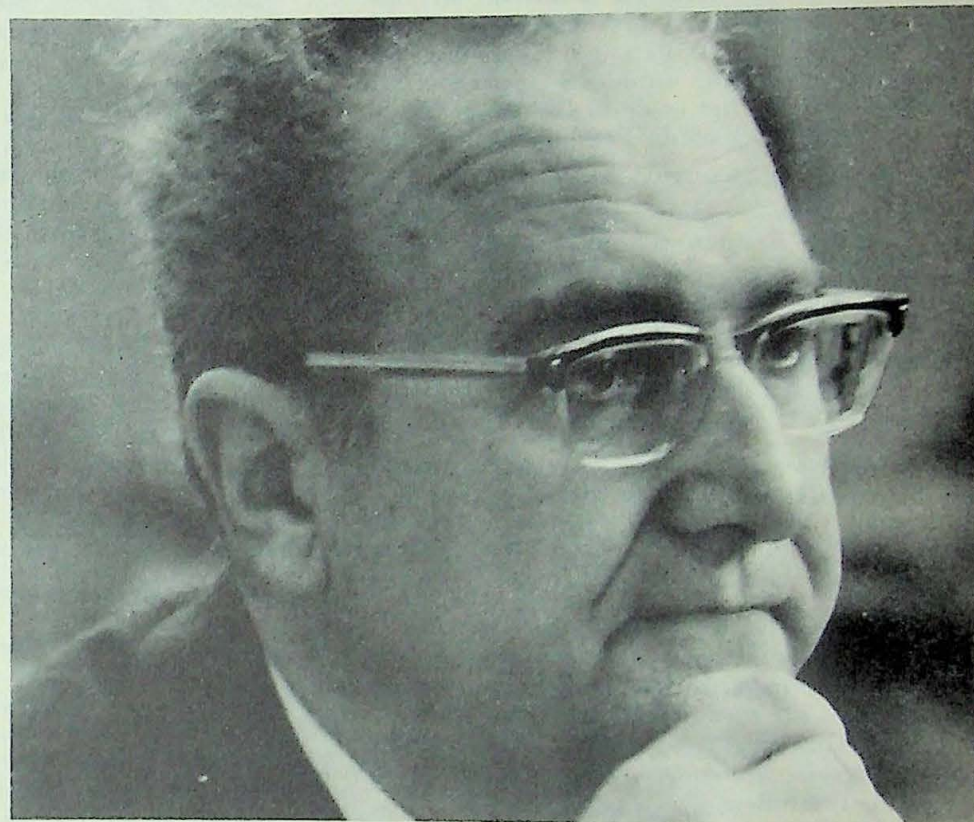
Du côté tchécoslovaque, on répond qu'on ne peut pas grand chose. Il n'y a pas de danger contre-révolutionnaire immédiat et le parti est parfaitement maître de la situation, mais il ne peut pas s'opposer aux masses pour faire plaisir aux Soviétiques sous peine de voir fondre son influence et de voir apparaître de nouveaux problèmes. Dubcek qui, en janvier 1968 au moment de l'éviction de Novotny avait des objectifs de réforme limités, tient manifestement à ne pas aller trop loin dans la remise en question du passé, mais il pense impossible d'aller directement à contre-courant en affrontant les intellectuels et les ouvriers. Il ne lui reste donc qu'à espérer en un miracle, c'est-à-dire à espérer que Brejnev, Ulbricht, Gomulka, etc. se décideront à ne pas intervenir.

C'est pourquoi les entretiens se termineront sans véritable conclusion et logiquement sans communiqué commun. Dubcek ira quelque temps après à Cernia Na Tisou pour essayer de convaincre des dirigeants soviétiques méfiants et apeurés devant la fermentation politique tchécoslovaque, qu'ils ne doivent pas utiliser leurs chars. Waldeck Rochet lui, ira retrouver ses camarades de la direction du P.C.F. pour leur exposer la situation et les préparer à désapprouver l'invasion au cas où elle interviendrait (selon le témoignage de Claude Estier dans son « Journal d'un fédéré » relatant une conversation avec Roland Leroy, la décision du Bureau Politique du P.C.F. est antérieure à l'entrée des chars soviétiques à Prague). On peut gager, bien sûr, que ni Waldeck Rochet, ni Dubcek ne portaient dans leur cœur ceux qui les mettaient dans une situation aussi impossible et que la colère de plusieurs dirigeants du P.C.F. au lendemain de l'invasion (voir toujours le « Journal d'un fédéré » de Claude Estier) n'avait rien de feint.

Mais cette désapprobation et cette colère suppriment-elles pour autant la responsabilité des acteurs de la rencontre de Prague dans ce qui est arrivé ? Étaient-ils vraiment aussi impuissants qu'on veut nous le faire croire ? On est frappé par le fait qu'à aucun moment ces leaders politiques à la longue expérience n'aient envisagé d'aborder le problème ouvertement et d'en appeler au mouvement ouvrier international et aux masses populaires pour prévenir l'intervention. Sans doute le P.C.F. a-t-il fait savoir avant l'invasion qu'il était opposé aux solutions de force, mais en même

temps il a minimisé le danger. Pour leur part les dirigeants tchécoslovaques ont dit à plusieurs reprises leur volonté de ne pas céder aux prétentions des maîtres du Kremlin, mais après Cernia Na Tisou et Bratislava ils n'ont rien fait pour montrer les risques très

P.C.F. essaye de se voiler les yeux et de se boucher les oreilles pour ignorer ce qui se passe en Tchécoslovaquie. Georges Marchais nous déclare qu'il n'y a pas de théorie de la « souveraineté limitée » en arguant du fait que Brejnev n'a jamais prononcé



Agip

graves qui subsistaient et pour préparer la résistance (au moins politique) de leur peuple. Quand on sait avec quel soin les cinq pays intervenants ont tenu à camoufler leur entreprise face à l'opinion populaire internationale et à quelle difficultés ils se sont heurtés dans les premiers mois suivant l'invasion, on doit se dire qu'une mobilisation massive à l'échelle internationale les aurait probablement fait reculer.

Cette carence ne renvoie naturellement pas aux insuffisances subjectives de Waldeck Rochet ou d'Alexandre Dubcek, mais bien au système politique dont ils étaient prisonniers. Ni l'un, ni l'autre n'étaient prêts à affronter publiquement le grand frère soviétique, parce que leurs partis respectifs étaient habitués à voir dans le P.C.U.S. un guide et le garant, soit de la pérennité de leur pouvoir (pour les Tchèques), soit de leur originalité révolutionnaire malgré une pratique néo-réformiste (pour les Français). Cela explique que dans les deux cas la « normalisation » à la Brejnev ait rencontré si peu de résistances. En Tchécoslovaquie, une bonne partie des cadres dubcékiens sont devenus des agents de la « normalisation » à la manière de Gustav Husak. En France le

ces deux mots, ni consacré de discours spécial à cette théorie, alors qu'il suffit de se référer au dernier traité soviéto-tchécoslovaque pour la voir en application. (Rappelons pour ceux qui l'ignoraient que c'est Tito qui a forgé le concept de « souveraineté limitée. ») Mais on ne peut pas effacer le « printemps de Prague » avec tous les courants contradictoires dont il était porteur, ni non plus l'invasion et ses miasmes. Les « normalisateurs » ont beau faire voter les résolutions de résistance à l'occupation, ils ne peuvent empêcher que les masses les méprisent et leur opposent une résistance passive. Alors, ils essayent par tous les moyens d'exorciser ce passé maudit et pour cela ils ne sont pas regardants dans le choix des moyens. Avec le plus profond mépris pour le parti frère français et ses intérêts, les Indra, les Bilak se sont servis des notes de Jean Kanapa, qui leur sont parvenues dans des circonstances encore obscures.

Ne vaudrait-il pas mieux que dès maintenant les dirigeants et les militants communistes s'évitent ces pénibles retours de bâton en réexaminant sérieusement les problèmes de l'internationalisme et de l'action révolutionnaire aujourd'hui ? □

Front uni contre la répression

Manuel Bridier (*)

La réunion de ce soir est un acte politique. C'est la première fois que les représentants d'organisations révolutionnaires, dont les analyses et les conceptions stratégiques sont divergentes, se retrouvent aussi largement unis pour mener sur un point précis la solidarité contre la répression, la lutte commune contre leur ennemi commun, c'est-à-dire contre l'Etat bourgeois, contre sa pseudo-justice, contre ses flics.

Nous ne sommes pas ici pour une cérémonie, mais pour une réflexion politique en vue de l'action et de l'efficacité. C'est pourquoi nous devons examiner sérieusement, loyalement, aussi bien la signification politique de notre présence commune dans cette salle que l'importance, les limites et le cadre général de la discussion entre nous.

Il est tout d'abord évident que nous ne sommes pas une assemblée de pleureuses. Nous n'allons pas reprocher au loup d'être un loup, ni à l'Etat bourgeois d'être ce qu'il est. Nous laisserons à Georges Pompidou les platitudes philosophiques sur la violence qui est toujours une chose très mauvaise, très méchante, et pas comme il faut du tout, lorsque l'on est au pouvoir, lorsqu'on appartient à la classe de ceux qui possèdent, qui volent, qui oppriment, en un mot de ceux qui gouvernent.

Nous n'aurons pas la naïveté de nous indigner contre la répression. La répression est normale. La répression est l'essence même de la démocratie bourgeoise.

Les droits de l'homme, les sacro-saintes institutions, les immortels principes sont des paravents de papier mâché que la bourgeoisie utilise pour masquer la réalité de la lutte des classes, pour essayer d'enliser l'action populaire dans le marécage des bonnes intentions. Quand les choses vont mal, quand les murailles juridiques ne protègent plus assez bien la citadelle et les coffres-forts de la bourgeoisie, elle

n'hésite pas à violer sa propre légalité ou, ce qui revient au même, à promulguer des lois d'exception.

L'arrestation de Le Dantec et de Le Bris s'inscrit dans une longue tradition de violation des libertés de la presse dans toutes les occasions difficiles non seulement sous l'occupation allemande, mais pendant la première guerre d'Indochine, pendant la guerre d'Algérie.

Mais la violence, mais l'illégalité ne sont pas la seule marque de la justice bourgeoise. La lâcheté est aussi l'une de ses vertus. On arrête Le Dantec, on arrête Le Bris, mais on n'ose pas arrêter le nouveau directeur de la *Cause du Peuple*. On inculpe à Vernon des militants ouvriers, pour le collage d'une affiche contre la répression militaire, mais on n'ose pas inculper les signataires de l'affiche parce que l'on a peur d'un véritable procès politique au grand jour, d'une explication politique devant les masses.

Ces hésitations et ces faux-fuyants de la justice bourgeoise, nous pensons quant à nous qu'ils ont une profonde signification politique. Nous pensons que le capitalisme dans le monde, en France en particulier, est entré dans une phase aiguë de crise irréversible, mais que les conditions mêmes de cette crise, les contradictions qu'elle soulève ne lui permettent pas de se démasquer, de mener de front l'attaque générale contre la classe ouvrière. Nous pensons aussi que la situation économique ne lui impose pas aujourd'hui cette épreuve de force. Nous pensons en un mot que les conditions du fascisme ne sont pas encore réalisées.

C'est pourquoi la bourgeoisie essaye une tactique plus subtile. Elle essaye de diviser la classe ouvrière, les étudiants, les autres couches populaires, afin de neutraliser les gros bataillons et d'écraser l'avant-garde. C'est la tactique bien connue des Horaces et des Curiaces. Il faut

être bien aveugle, ou bien complice, pour ne pas comprendre que c'est le mouvement ouvrier tout entier qui est menacé par cette répression, pour ne pas voir que l'indifférence ou la complaisance devant la répression d'aujourd'hui prépare son extension, sa généralisation à toutes les forces révolutionnaires parce que l'aggravation inéluctable de la crise économique, l'impossibilité du capitalisme à résoudre ses contradictions l'obligent à réprimer de plus en plus fort.

C'est pourquoi nous pensons qu'il faut déjouer la stratégie de la division, qu'il faut opposer à la répression quelles que soient nos divergences sur d'autres points le front uni de toutes les forces, non seulement révolutionnaires mais simplement populaires, contre la répression. C'est pourquoi nous pensons qu'ils portent devant l'histoire une écrasante responsabilité ceux qui font passer leur sectarisme d'organisation avant les impératifs de la défense commune, avec des slogans provocateurs sur le « fascisme de gauche ».

Ce front défensif, cela est clair, et nos camarades de la « Gauche prolétarienne » le savent bien, ne signifie pas l'accord politique sur tous les points. Nous nous battons pour que la *Cause du Peuple* puisse paraître et que nous puissions la critiquer. Mais il s'agit d'une discussion à l'intérieur du mouvement révolutionnaire pour lequel nous ne voulons pour arbitre ni les juges, ni les flics, ni les idéologues de la bourgeoisie.

La discussion entre nous, ici, n'est d'ailleurs pas celle qui s'étale dans les colonnes des journaux à sensation, de *France-Dimanche* à *l'Humanité*. Ce n'est pas le problème de la violence qui est en cause, mais le problème des conditions objectives de la violence, du niveau actuel de développement des contradictions, des luttes et de la conscience révolutionnaire.

Nous pensons quant à nous que la violence est nécessaire, inéluctable, que la bourgeoisie ne se laissera jamais déposer de son pouvoir et de sa richesse simplement parce que les lois de son propre jeu l'auront mise en minorité. Nous pensons que la violence révolutionnaire des travailleurs contre la bourgeoisie est l'expression de la démocratie prolétarienne de la volonté du peuple comme la démocratie bourgeoise et sa légalité sont l'instrument de la violence capitaliste contre les travailleurs. Nous pensons enfin que la violence révolutionnaire est une violence de masse, non pas nécessairement, ni même probablement majoritaire, mais liée profondément aux aspirations des travailleurs à leurs luttes concrètes sur le lieu du travail, à leur conscience de la réalité politique.

Pendant des années on a vu fleurir en Union soviétique une singulière conception de la biologie qui prétendait accélérer le rythme des mutations, sans tenir compte des lois naturelles. Nous croyons que le rôle des révolutionnaires est en effet d'accélérer l'histoire, mais qu'ils ne peuvent y parvenir qu'en observant les lois de la dialectique, les lois du matérialisme historique.

C'est là, c'est sur l'analyse concrète de la situation actuelle en France, et non sur la conception théorique du rôle de la violence, qu'il y a entre nous divergence et matière à discussion. L'insurrection de Saint Petersburg en 1917, le déroulement de la guerre populaire en Chine, le débarquement de Fidel Castro à Cuba, tant d'autres fronts faits de l'histoire révolutionnaire, ont montré que le déclenchement, même minoritaire, de l'action violente, peut accélérer les prises de cons-

science, cristalliser la mobilisation des masses, précipiter le renversement d'un régime, si cette action violente est comprise, suivie, si elle se greffe sur les contradictions objectives de la société. L'histoire est pleine, à l'inverse, d'actions violentes qui ont échoué, qui ont fait le jeu de leur adversaire, parce qu'elles étaient insuffisamment liées aux luttes des masses, insuffisamment insérées dans une stratégie globale.

Il ne s'agit pas de porter un jugement moral sur ces actions. Elles ont une signification positive, en tant qu'elles sont l'expression de l'impatience et du désespoir de couches sociales paupérisées, le plus souvent non prolétariennes, et de leur volonté révolutionnaire. Elles ne peuvent conduire seules à la victoire si les conditions objectives ne sont pas réalisées.

Sommes-nous, aujourd'hui, dans une situation comparable à celle de l'occupation allemande, ou des guerillas d'Amérique latine ? Telle n'est pas la conclusion de notre analyse.

Nous pensons au contraire que le fascisme peut naître seulement sur la base d'un échec du mouvement révolutionnaire, si nous ne sommes pas capables de construire le parti révolutionnaire, de rassembler les masses, de tracer une perspective politique.

C'est pourquoi le front défensif contre la répression n'est pas suffisant. C'est pourquoi nous devons tout mettre en œuvre pour la construction d'un front offensif des forces révolutionnaires, pour mener ensemble des actions concrètes, mais aussi pour approfondir ensemble notre conception des objectifs et de la stratégie. C'est ainsi, pensons-nous, que nous entraînerons les plus larges masses aujourd'hui dispersées, désorientées, mais disponibles, dans l'ensemble du mouvement ouvrier.

Ce sont là des problèmes qui concernent tous les révolutionnaires, non seulement ici, mais dans le monde. C'est une discussion que nous devons avoir entre nous, et avec nos camarades étrangers.

Car ce n'est pas seulement à l'échelle française, mais à l'échelle européenne, à l'échelle mondiale que nous devons former le front révolutionnaire.

Dans cette discussion des divergences apparaîtront, certaines difficiles à surmonter. Nous devons les aborder en militants responsables.

Lorsque Marx combattait les thèses de Bakounine au sein de la 1^{re} Internationale, lorsque Lénine combattait le gauchisme défini par lui-même comme une « maladie infantile du communisme » — et non comme une infiltration étrangère, une provocation policière, une tendance extérieure au mouvement ouvrier — le débat pouvait être rude, sans concession, comme il doit l'être entre militants responsables. Il n'a jamais revêtu la forme de l'injure, de la délation, encore moins de la coopération objective, et même subjective, avec la police.

C'est pourquoi, si nos divergences sont importantes et connues, elles ne sont pas une faille dans le front uni contre la répression, pour la défense de la presse révolutionnaire, pour la libération de Le Dantec, de Le Bris et de tous les militants emprisonnés. □

* Ce discours a été prononcé par Manuel Bridier au cours du meeting du 25 mai 1970.

Pourquoi chanter la lutte du peuple vietnamien ? On a l'habitude de considérer que chanter est futile et que cela éloigne des questions les plus brûlantes de notre époque. Il est vrai qu'aujourd'hui une grande partie de la chanson commercialisée n'a que de lointains rapports avec le monde dans lequel nous vivons.

Mais il est un autre courant, celui de la chanson politique, moyen de combat et encouragement à l'action pour le mouvement ouvrier. C'est à ce courant qu'appartiennent les « Chansons pour le Vietnam » composées par Jean Baumgarten et chantées par Simone Bartel.

CHANSONS POUR LE
VIET-NAM

Comme l'écrivit l'A. F. P.
Fille du Viet-Nam
Jim and John
L'assistance américaine

par
SIMONE BARTEL

tribune

45
tours

Commandes à TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi — Paris 15^e
C.C.P. 58 26 65
Prix de vente 8 F
Pour les sections (à partir de
dix exemplaires) 6,50 F

Le P.S.U. dans le Doubs

Nous sommes principalement implantés à Besançon chez Lip : 5 militants et quelques sympathisants.

A Rhodiaceta nous essayons de nous implanter plus solidement (pour l'instant, la présence P.S.U. à l'intérieur de la boîte est très faible).

Nous abordons dans la discussion le cas d'autres boîtes : Kelton, Mischler (dans ces 2 entreprises, des militants peuvent avoir des contacts), P.T.T. et S.N.C.F. où nous sommes implantés mais faiblement aussi. La Compagnie des Compteurs où nous n'avons pratiquement pas de contact.

Bilan des luttes

Rhodia : depuis mai 68, les syndicats C.C.G.T.-C.F.D.T. ont obtenu que des réunions d'information aient lieu pendant le temps de travail (6 h par an).

Au cours de ces réunions d'information, les syndicalistes font un topo sur le thème choisi puis il y a un libre débat. Les travailleurs prennent la parole et s'expriment de plus en plus, et en sont très satisfaits. L'attitude des travailleurs est de moins en moins passive. Ils peuvent donner leur avis — et le font — sur l'attitude de l'une ou de l'autre des organisations. Ces heures d'information étant payées par la direction, la participation y est très importante.

La C.F.D.T. a consulté à la fin d'une de ces réunions les gars de Rhodia sur la « participation aux bénéfices ». Il y a eu plus de voix contre que pour ; ce résultat dénote chez les travailleurs une prise de conscience sur ce problème.

Au sujet des conflits, il s'avère à Rhodia qu'il n'est plus possible de faire une grève partielle, dans la boîte même, et qui plus est dans une seule des trois usines Rhodia de France. Exemple : il y a

eu dans un atelier une grève de quarante jours, totalement inefficace : la boîte continuait à tourner normalement avec du matériel fourni par une autre boîte.

Il y a entre les trois usines Rhodia un **effort de coordination** : trois tracts communs ont déjà été distribués dans toutes les usines Rhodia.

Attitude des travailleurs : il y a des mouvements « sauvages ». Des travailleurs, après avoir averti les syndicalistes, sortent sans préavis, mais s'ils ont des ennuis en appellent aux syndicats.

Ils sont prêts à suivre les syndicats unis mais n'impulsent pas de luttes, et surtout ne les contrôlent pas.

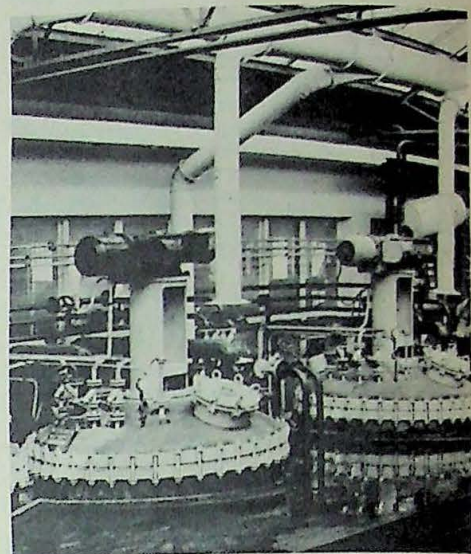
Attitude des syndicats : les syndicalistes ont peu changé depuis mai 68. Ils se sont laissé prendre dans l'engrenage de commissions (au nombre de cinq) créées par la direction, et ont beaucoup de mal à en sortir, alors que c'est en fait une voie tracée par le patronat et donc très récupérable.

Lip : changement énorme depuis mai 68.

Il y a eu dernièrement une grève dure sur toute la boîte et qui a entraîné une riposte de la direction : douze militants syndicalistes, cinq C.G.T. et sept C.F.D.T. (dont deux militants P.S.U.), sont assignés devant le tribunal pour diffamation envers Fred Lip (par affiches, tracts...). Au cours de cette grève, les militants syndicalistes ont eu davantage le souci de faire participer les travailleurs. Il y a eu de nombreuses assemblées générales au restaurant, à l'intérieur de la boîte. Depuis mai 68, les travailleurs tiennent à **respecter dans l'usine**, et veulent participer vraiment. Des ouvriers non délégués ont participé aux discussions avec la direction.

Les panneaux d'affichage et les tracts sont lus (avant mai 68, les affiches n'étaient pratiquement jamais lues).

Ce texte émane d'une discussion du groupe Entreprises de la section de Besançon. La discussion s'est déroulée suivant le schéma du « Directive » préparatoire à la Conférence Nationale des 30 et 31 mai.



Il y a une prise de conscience et une évolution très nette des travailleurs chez Lip, et l'autorité patronale est sérieusement ébranlée.

Kelton, une des plus grosses boîtes de Besançon. L'activité syndicale y est presque nulle, et pas du tout à la mesure de la boîte. Le problème est un problème de manque de militants.

(Il est à noter qu'il est très difficile de distribuer des tracts — et a fortiori d'en discuter — dans cette boîte, car la plupart des ouvriers arrivent en cars, et sortent des cars à l'intérieur même de l'usine.)

Mischler : grosse différence avec avant mai 68. C'était une boîte qui ne bougeait pas. Il y a eu, il y a quelques mois, une grève. Les gars sont plus perceptibles à l'injustice et ont moins de respect pour la direction. Ils semblent plus prêts à vouloir faire quelque chose.

S.N.C.F. : à propos de la cessation du service manutention à une entreprise privée, il y a eu une grève et au cours d'une réunion du C.A., le chef de gare a été retenu quelques heures dans son bureau, ce qui a entraîné une répression sur les militants syndicalistes (mutation, retenue de primes).

P.T.T. : lutte difficile à cause du dispersément des travailleurs.

La plupart des autres boîtes sont des **petites entreprises** et il y a dans ces boîtes de grosses difficultés pour avoir une réaction de masse.

Contrôle ouvrier

Rhodia : début de contestation sur l'organisation du travail, mais rien de tenté, de positif.

Kelton : au polissage, les travailleurs n'acceptaient pas le nouveau chronométrage et ont fixé eux-mêmes le nombre de pièces à faire. Le nombre de pièces finalement accepté par la direction est plus proche de celui proposé par les travailleurs que de celui qu'elle voulait imposer.

Editions du P.S.U.

LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65 PARIS

Dans les autres boîtes : il n'y a pas eu de véritables tentatives de prises de contrôle ouvrier. Les militants eux-mêmes avouent qu'ils sont encore en véritable recherche à ce sujet (recherche pénible ont-ils avoué, faute de savoir exactement à quoi s'en tenir).

On doit noter quand même que chez Lip la contestation de la gestion directoriale est un premier pas vers un contrôle ouvrier. (Les travailleurs prennent conscience qu'il n'y a rien de « divin » dans la gestion d'une entreprise.)

Jeunes travailleurs, Travailleuses, Travailleurs étrangers

J.T. : dans l'ensemble, les jeunes travailleurs sont beaucoup moins dociles et plus combatifs qu'avant mai 68.

Chez Lip : changement chez les jeunes travailleurs depuis mai 68 : ils sont plus prêts à s'engager dans la lutte.

Travailleuses :

— aux P.T.T. : rôle négatif, rôle de frein ;

— Rhodia : les femmes s'accrochent pour des avantages matériels ;

— Lip : identité entre militants hommes et femmes.

Si les femmes ne freinent pas dans les luttes, elles sont cependant plus attirées par les avantages matériels, comme par exemple utiliser le C.E. surtout en coopérative d'achats.

Travailleurs étrangers :

Dans les boîtes envisagées, ils n'ont pas un rôle spécifique. A

Rhodia, on peut noter qu'il y a beaucoup d'étrangers adhérant à un syndicat (les étrangers représentent environ 10 % des travailleurs de Rhodia).

Il y a un problème d'utilisation des travailleurs étrangers (surtout portugais) à la Compagnie des Compteurs, où ce sont des travailleurs plus disposés à faire des heures supplémentaires, d'où une certaine dissension à l'intérieur de la boîte.

Travailleurs intérimaires : pour l'instant, il semble ne pas y avoir de problèmes à leur sujet, mais on peut noter que, sur Besançon, il y a trois bureaux organisant l'intérim (deux nouveaux depuis peu). On n'a pas encore pu localiser la demande.

Rôle des syndicats

Lip : les syndicats mènent les luttes.

Rhodia : déjà envisagé (voir plus haut). Ce sont les syndicats qui en dernier ressort mènent les luttes.

P.T.T. : les luttes ne sont plus dirigées par les syndicats.

Ce texte est assez incomplet étant donné que plusieurs militants ouvriers n'étaient pas là lors de la discussion.

Au point de vue pratique, nous avons déjà distribué plusieurs tracts inter-entreprises et nous essayons de mettre sur pied une distribution régulière de tracts sur les entreprises où nous sommes implantés et sur quelques autres, et peut-être une « feuille de boîte » sur Lip. □



Agip

re voiture, le visage du chef de train lui est familier. Le samedi, le dimanche ou en soirée, il lui arrive de rencontrer ces mêmes personnes. Ici comme dans les vieux commerces, le personnel fait partie du décor.

Une fois l'an, généralement, au mois d'août, l'usager part en vacances. Un mois plus tard, il retrouve sans joie le métro et son personnel en même temps que son patron et son travail. Mais si à l'occasion de ces retrouvailles l'usager-salarié dira bonjour à son patron ou à son chef, il n'aura pas le moindre sourire pour le chef de station, la poinçonneuse, le balayeur ou le chef de train. On ne sourit jamais à ces gens-là. De quoi cela aurait-il l'air ?

Mais voilà que cette dernière grève vient bouleverser la tranquillité et les habitudes de l'usager. En effet, voilà les agents du métro qui demandent le droit de pouvoir partir un mois en Bretagne, en Normandie, ou ailleurs. Voilà qu'ils veulent des jours de repos supplémentaires, car ce n'est qu'en septembre dernier qu'a été

décidée l'institution progressive de la semaine de six jours de travail. Ce qui veut dire qu'elle était alors de sept jours et qu'elle l'est encore dans de nombreux cas.

Et l'usager réalise soudain que ce sont toujours les mêmes agents qu'il rencontre. Ne prennent-ils donc jamais de vacances ? Il se dit aussi que le métro est désagréable à cause de la chaleur, des odeurs, de l'éclairage. Comment les agents peuvent-ils vivre dans de telles conditions ? C'est justice que ces hommes et ces femmes puissent jouir de leur part de soleil et de grand air.

Ainsi donc cette grève a pu obtenir un grand succès auprès des travailleurs de la R.A.T.P., et une sympathie certaine auprès des usagers. Avec une bonne revendication on y arrive le plus souvent.

Forts de ce succès, les agents de la R.A.T.P. posent trois nouvelles questions à l'usager : « Savez-vous quels sont nos horaires journaliers ? » — « Savez-vous combien nous gagnons pour travailler dans les conditions que vous connaissez ? » — « Quelles garanties d'emploi pensez-vous que nous ayons dans le processus de modernisation entrepris par la R.A.T.P. ? ». Questions importantes en effet, et sur lesquelles il pourrait y avoir de nouveaux conflits.

Plutôt que de répondre dès maintenant, il semble préférable de suggérer à l'usager — qui est aussi un salarié — de demander lui-même des précisions aux agents du métro. Il en rencontre tous les jours et depuis vendredi, il commence à les comprendre. C'est ainsi que commence la solidarité. Commence seulement. Il faut vouloir et savoir ne pas s'en arrêter là, que l'on soit usager ou agent du métro. Rendez-vous au prochain jour de marche à pied. □

Le métro, l'usager et le gréviste

Jacques Ferlus

Il paraît que depuis le jour où Jacques Chaban-Delmas a réussi à casser la grève de l'E.G.F., c'était en novembre, les services publics ne peuvent se mettre en grève sans engendrer la colère des citoyens.

Pourtant, vendredi dernier, quelques millions de Parisiens ont dû marcher à pied, ont été victimes d'embouteillages pires que les autres jours, ont perdu quelques heures de travail et sont rentrés tard chez eux. Il y avait grève des agents du métro et l'usager n'a rien dit, n'a pas manifesté de colère particulière. Bizarre...

L'usager du métro est généralement un salarié. Il prend son train tous les jours aux mêmes heures dans les mêmes stations. Il rencontre la même poinçonneuse, le même chef de station, le même balayeur. S'il monte dans la première



Agip

Grève des mensuels et démocratie de masse

De notre correspondant à Saint-Dizier

Depuis le lundi 11 mai, 185 employés de International Harvester sont en grève à l'usine de Saint-Dizier.

Nous exposerons par ailleurs les raisons qui ont déclenché ce mouvement revendicatif. Il nous paraît intéressant surtout de signaler comment, dans un milieu peu engagé sur le plan syndical, encore moins sur le plan politique, s'est développée rapidement, à l'occasion d'une grève, une prise de conscience des problèmes fondamentaux : la découverte de la démocratie réelle, le courage qu'elle réclame de chacun, la réflexion et l'honnêteté qu'elle exige et puis, parallèlement aux revendications quantitatives formulées par les travailleurs, la nécessité de saper l'autorité patronale.

Organisation de la grève

Dès le premier jour, un comité de grève a été désigné par le personnel, chaque service déléguant à ce comité un ou plusieurs représentants. Chaque matin, ces délégués s'entrelient avec leurs camarades de travail, s'assurent que les problèmes de la veille ont été bien compris, s'informent des divers courants d'opinion et bien entendu, prennent la « température ». Après ces prises de contact, le comité se réunit, disposant d'un réseau d'informations, puisées aux sources. Ainsi, l'analyse que le comité peut faire de la situation repose sur des bases solides et reflète les sentiments de l'ensemble des grévistes.

Après chaque réunion du comité, un compte rendu est fait à l'assemblée. En fonction de l'analyse qui a été faite, le comité propose les différentes options possibles ; sans en imposer une : c'est l'assemblée qui en décide.

Le comité a désigné deux commissions chargées de la diffusion des informations : l'une pour l'intérieur de l'usine (panneaux affichage), l'autre pour l'extérieur (presse locale). Là encore, le comité propose et l'ensemble des travailleurs décide.

Ce qui paraît important c'est la façon dont fonctionne ce comité qui s'efforce chaque jour de faire une analyse la plus complète possible des événements, ou plusieurs si l'évolution de la situation l'impose. Les discussions sont animées car c'est vraiment « leur grève » que les employés mènent, dirigent, conscients de n'être pas télagés.

Difficultés de la lutte

Le mouvement se déroule dans un milieu peu favorable.

Indifférents les premiers jours, les cadres ont montré assez rapidement qu'ils étaient contre la grève et ont paralysé toute tentative de conciliation souhaitée par certains éléments de la C.G.C. Les démarches timides auprès de la direction d'un délégué C.G.C. ont été désavouées par les adhérents de ce syndicat.

La C.F.D.T. apporte son appui moral au mouvement mais, consciente du danger que ferait courir un « noyautage » s'exprime assez discrètement pour que la situation soit sans équivoque : les grévistes ne sont pas manipulés par un appareil syndical. (Ce qui n'empêche pas que la section C.F.D.T. a enregistré en quelques jours l'adhésion de 60 membres nouveaux).

La C.G.T. elle, ne s'exprime pas, du moins officiellement, alors qu'elle représente l'organisation la plus forte, si l'on en juge par le résultat des élections au collège ouvrier. La position de la C.G.T. transpire cependant à travers les réactions spontanées ou provoquées de ses militants : une animosité superficielle née de l'attitude des employés, en 1968, qui cache en fait un désir d'échec du mouvement pour démontrer que rien n'est possible en dehors du giron de la C.G.T.

La grève. Pourquoi et comment ?

Depuis février dernier, le droit syndical le permettant, les employés se sont réunis, à l'appel de la C.F.D.T. et ont fait le point de leur situation. Nous exposons rapidement le film des événements.

● Le 11-2, 130 mensuels sur un effectif de 260 décident d'organiser une enquête sur leurs salaires. Cette enquête menée en mars met en lumière un écart moyen de 7 % en moins par rapport aux salaires du personnel horaire (la comparaison est possible car depuis 1969, mensuels et horaires possèdent les mêmes groupes).

● Le 27-3, présentation à la direction, par la commission des salaires (7 membres + délégués C.F.D.T., C.G.T., C.G.C.), des revendications suivantes :

● rattrapage des 7 % apparus lors de l'enquête ;

● définition d'une hiérarchie unique de la grille des salaires.

● rattrapage du pouvoir d'achat

suivant un calendrier à préciser : 40 h. payées 42, puis 44 et 46 h.

● Le 16-4, refus global des revendications. Le 24-4 remise à la direction d'une pétition signée par 225 mensuels (85 %). Nouveau rejet par la direction. Débrayage d'une heure le 4-5 (75 % de l'effectif), sans mot d'ordre officiel. La surprise est générale car c'est la première fois que les mensuels font grève, depuis l'implantation de l'entreprise en 1951. Ils se sont mis en grève presque spontanément, sans conditionnement préalable. Il a suffi aux délégués C.F.D.T. de canaliser le flot du mécontentement. Devant la confirmation du refus, nouveau débrayage le 8-5. L'intransigeance de la direction conduit à la déclaration unanime de grève illimitée (75 % du personnel).

Le lundi 11 mai, les délégués syndicaux, ne voulant pas mener la grève seuls, proposent et obtiennent la désignation d'un comité de grève dont nous avons vu quel est le rôle, l'activité.

Les leçons d'une grève

En mai 1968, les mensuels ne se sont pas engagés dans la lutte. En mai 1970, à l'International Harvester de Saint-Dizier, ce sont eux qui la mènent, pour de propres revendications certes, mais aussi pour d'autres plus globales.

Après une semaine de combat, la direction refuse toujours de négocier. Mais grâce au travail accompli chaque jour, le moral tient bon et la lutte continue.

Elle continuera même après ce mouvement quel que soit le résultat obtenu, tant la prise de conscience a été réelle et profonde.

C'est un combat d'avant-garde qui se joue ; au-delà des revendications spécifiquement « employés mensuels », la demande d'un salaire minimal de 800 F, le paiement de 40 h payées 42 puis 44, intéresse en fait non pas les 200 mensuels, mais l'ensemble du personnel de l'entreprise soit 2.500 personnes à St-Dizier, 6.000 pour la Compagnie française.

C'est bien d'un combat d'avant-garde également dont on peut parler si l'on considère la façon dont se sont organisés et exprimés les mensuels en lutte, en toute démocratie.

Même s'ils n'en ont pas eu pleine conscience, les travailleurs ont réagi avec un esprit qui prouve que la recherche des voies d'accès au socialisme n'est pas une utopie mais qu'elle répond en fait à une aspiration profonde de l'homme □

TROTSKY

INÉDIT

Nos tâches politiques

Voici enfin la parution d'un ouvrage inédit de Trotsky, attendu depuis longtemps par tous les lecteurs français, pour qui la pensée de ce grand révolutionnaire est essentielle à la compréhension de notre époque.

Cette publication — en première mondiale — va éclairer d'une lumière toute nouvelle la personnalité de Trotsky.

Il y eut toutefois en 1904, à Genève, une première édition en russe, à tirage restreint — destinée aux militants — mais, par la suite, Trotsky, devenu entre-temps l'allié de Lénine, refusa de laisser réimprimer son texte et de le faire traduire. C'est en effet dans ce livre qu'est posée la question fondamentale : « Comment faire une politique révolutionnaire ? » et que s'affrontent pour la première fois les théories divergentes de Lénine et Trotsky.

On comprend donc aisément que, pour des raisons d'opportunité idéologique et tactique, Trotsky jugea bon de maintenir sous le boisseau son manifeste de 1904.

Aujourd'hui rien ne s'oppose plus, bien au contraire, à la publication de ce texte capital, qui acquiert d'ailleurs une singulière résonance dans le contexte des événements de mai 1968.

L'importance de « Nos tâches politiques » est encore renforcée par la présence, en annexe, d'un texte méconnu de Rosa Luxemburg qui prend le parti de Trotsky et de la réponse de Lénine à ces critiques.

Ainsi se trouvent exposés dans le même ouvrage les thèses des trois plus grands théoriciens de la Révolution.

Collection « Changer la Vie ». Pierre Belfond, Editeur. Prix 26 F TTC.

Bon de commande

à adresser à MSB Conseil, 141, boulevard de Sébastopol, à Paris-2^e.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Signature :

Cl-joint chèque postal ou bancaire de 27,50 F (26 F + 1,50 F port).

Contre la spéculation foncière

De notre correspondant à Rennes

Voici trois exemples récents dans le Finistère (entre autres) :

● Le 20 janvier 1970, une ferme est mise en vente dans la commune de Riec de l'Odé : 16 ha, dont 14 ha de surface agricole utile, mise à prix 160.000 F. Jusque-là, cette exploitation était travaillée par 3 agriculteurs voisins.

Cinquante jeunes agriculteurs s'étaient rassemblés dans l'étude du notaire pour marquer leur opposition. Une enchère est portée à 185.000 F. A la demande du CDJA, la SBAFER utilise son droit de préemption. Mais l'acheteur utilise à son tour la possibilité de surenchère de 1/10 sous 5 jours, et propose 203.500 F.

Nouvelle adjudication le 24 mars, en présence de 70 jeunes agriculteurs, mais aussi de gendarmes : la vente se fait.

Quel est le prix définitif ? 203.500 F + 18 % de frais (enregistrement, notaire, divers), soit finalement 240.000 F, 17.000 F l'hectare !

Les honoraires du notaire (nets) se sont élevés à 4.880 F.

● Le 28 janvier, vente par adjudication publique d'une ferme à Ergué-Gabéric (près de Quimper). La surface est de 20 ha (dont 8 ha de surface agricole utile) au prix de 300.000 F au départ. 70 agriculteurs (CDJA, FDSEA) empêchent la vente, en emportant le cahier des charges.

Si quelques enchères avaient été faites comme prévu, avec les frais (notaire, enregistrement), on arrivait facilement à 400.000 F, soit 50.000 F l'ha de surface agricole.

Ensuite les manifestants ont défilé dans les rues de Quimper, et ont publié le communiqué suivant :

« Nous venons de manifester notre mécontentement à l'occasion de la vente aux enchères d'une exploitation agricole de la commune d'Ergué-Gabéric. Cette exploitation de 20 ha, dont à peine 8 ha sont labourables, (le reste étant des landes et des friches) était mise à prix 30 millions d'anciens francs.

Il s'agit donc d'un SCANDALE largement entretenu par le notaire.

Nous avons estimé qu'il ne devait pas y avoir de vente pour les raisons suivantes :

— Des agriculteurs voisins, dans l'obligation de s'agrandir, ont besoin de ces terres ;

— La mise à prix est 3 fois supérieure (de l'avis des experts consultés) aux possibilités d'amortissement ;

— Pour nous la terre est un OUTIL DE TRAVAIL et non un MOYEN DE SPECULATION ;

— Cette spéculation exploitée par une minorité (notaire, etc.) endette lourdement les agriculteurs pour lesquels la

terre demeure un des outils de travail, les ménages qui veulent construire. »

Les jeunes agriculteurs des Centres Cantonaux de la Région de Quimper ;

Les Administrateurs et les responsables syndicaux structurés de la région de Quimper.

● Le 10 février, 120 agriculteurs de la région de Lesneven interviennent à l'occasion de l'adjudication publique d'une partie d'une exploitation (9 ha) au prix de 157.000 F.

Les syndicalistes souhaitent que l'exploitation reste en totalité au fermier actuel, et estiment le prix trop élevé. En leur

— Celui qui doit acheter pour travailler ;

— Celui qui doit acheter pour bâtir.

« Les agriculteurs jeunes et moins jeunes veulent stopper la spéculation foncière faite par une minorité au détriment de tous.

« Il y a aussi ceux qui sont là en curieux et qui ne peuvent rester neutres dans une affaire où un homme risque de perdre son travail.

« Il y a enfin ceux qui auraient l'intention de spéculer. Je ne veux pas leur faire la morale, mais j'affirme que le syndicalisme jeune et aîné ne pour-



Collombert

nom, François Gourmelon (membre du Bureau Départemental du CDJA et chargé à la FDSEA des problèmes structurels pour l'arrondissement de Brest) intervient en ces termes :

« Nous sommes ici très nombreux. Il y a ceux, et ils sont la majorité, qui sont solidaires de l'un des leurs, exploitant à Kernouës et dont une partie de l'exploitation est mise en vente.

« Ces quelques hectares de terre, il en a besoin pour travailler et pour vivre. Pour nous la terre est un outil de travail et non un moyen de spéculation.

« Nous sommes là pour affirmer notre solidarité, mais également pour qu'il n'y ait pas d'enchères. La mise à prix est déjà trop élevée et dépasse les possibilités d'amortissement.

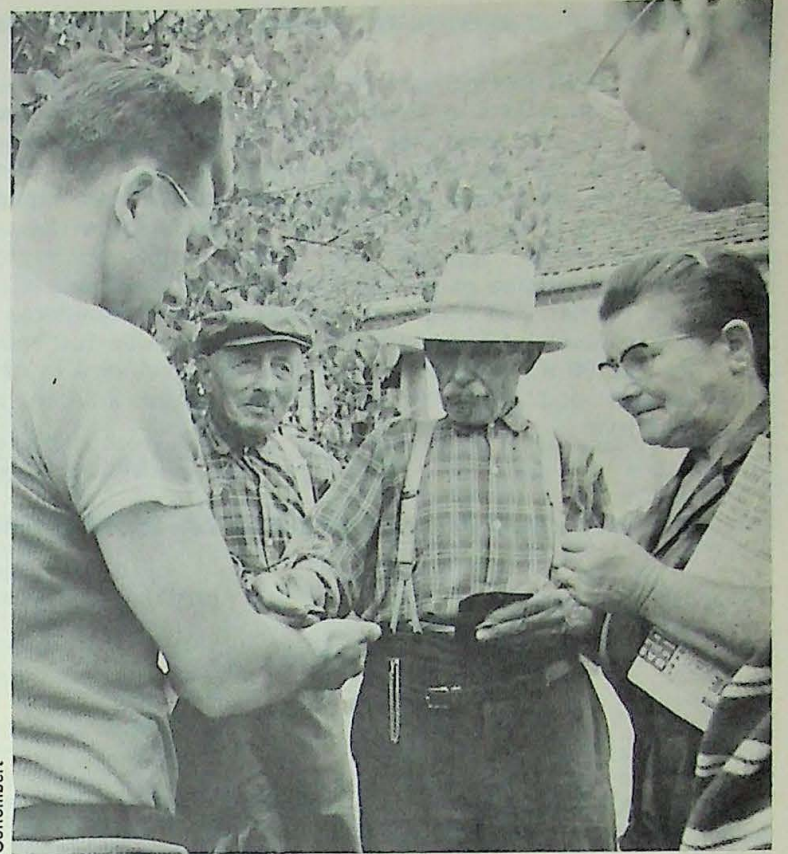
« Cette spéculation sur la terre qui se fait par une minorité nous endette tous, car elle entraîne une montée générale des prix. Tout le monde en pâtit :

ra indéfiniment laisser faire une minorité de profiteurs.

« Il faudra prendre tous les moyens, légaux d'abord, illégaux si cela est nécessaire, POUR OBTENIR UNE MEILLEURE JUSTICE.

« Notre manifestation se passera dans le calme et la dignité, mais avec fermeté. »

La vente commence. Aucune enchère n'est portée et la mise à prix n'est pas couverte. Sur plainte de la propriétaire, le mardi 28 avril, François Gourmelon est convoqué par le juge d'instruction de Brest, sur inculpation pour entrave à la liberté des enchères. Cette inculpation est faite à titre personnel, alors qu'il avait pris la parole au nom des organisations paysannes : il s'agit d'une atteinte au droit syndical, d'une tentative évidente d'intimidation. Aussi, s'est-il rendu à la convocation du juge d'instruction accompagné de responsables départementaux et locaux du CDJA et de la FDSEA.



Collombert

En conclusion, nous nous contenterons de reprendre un texte du CDJA du Morbihan paru dans le « Paysan morbihannais » :

« Les objectifs politiques capitalistes sont aujourd'hui de nous étrangler un à un en laissant les fermiers se faire chasser de la terre qu'ils ont mise en valeur sans discussion ni murmure ; en favorisant la spéculation des riches faisant augmenter les prix de la terre, ce qui oblige les moins forts à changer de métier ou à s'endetter lourdement ; en favorisant les cumuls pour faire de grosses exploitations, seules à tenir demain, par les plus riches, dont peu d'agriculteurs ; en laissant les terres être reboisées ou accaparées par des sociétés touristiques.

C'est pourquoi notre action doit aussi vouloir construire une autre société, un autre sys-

tème économique ou ce seront ceux qui travaillent qui géreront la terre afin qu'elle bénéficie à ceux qui en ont besoin pour vivre, en ayant la sécurité nécessaire sans avoir besoin de s'endetter lourdement. Ne pas le dire, ou dire le contraire au nom de l'apolitisme, est aussi faire de la politique, puisque c'est dire oui à celle d'aujourd'hui, même si, par ailleurs on dit défendre l'exploitation familiale et les petits agriculteurs. »

Il est évident que cette analyse est aussi celle du P.S.U. : ce qui explique que déjà plusieurs jeunes agriculteurs ont rejoint nos rangs dans le combat contre le capitalisme, qui est le même sur tous les fronts de lutte, dans les entreprises et dans les exploitations agricoles, contre la spéculation foncière à la campagne comme à la ville. □



Collombert

DANS la circonscription Bel-Air-Picpus du 12^e arrondissement une élection va avoir lieu le 7 juin. Beaucoup seront tentés de se dire : bah, quelle importance ! Et pourtant, le pouvoir gaulliste-pompidolien qui mène une politique sans fard de soutien aux capitalistes, compte bien qu'il fera passer sans histoire le candidat qui lui agrée. Il faut donc lui opposer une riposte conséquente et claire, sans sectarisme et sans faiblesse. C'est pourquoi la candidature d'union des forces socialistes et révolutionnaires de Philippe Simon et Théodore Topolanski qui allie les espérances de mai 68 à l'expérience de militants dévoués à la cause populaire doit recueillir massivement votre soutien politique le 7 juin.

Michel ROCARD

La campagne a commencé

Dès le premier collage le vendredi 22, les C.D.R. viennent ostensiblement arracher les affiches que sont en train d'apposer les groupes P.S.U. Le lendemain et le surlendemain, de semblables incidents opposent les groupes de la Ligue communiste et les C.D.R. Lors du premier accrochage les C.D.R. sortent des couteaux.

Le dimanche matin 24, sur le marché Aligre, trente vendeurs de journaux sont arrêtés. Parmi eux : le candidat Philippe Simon. L'un des vendeurs, est taxé d'une amende de 1 000 F, et est condamné à une peine de prison avec sursis.

La campagne a commencé. Elle va continuer avec des collages quotidiens. La circonscription a été divisée en trois secteurs de propagande, assurés par le P.S.U., la Ligue communiste et Lutte Ouvrière.

Un matériel commun est diffusé après son élaboration par un collectif politique composé des représentants des cinq organisations : P.S.U., Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, Alliance Marxiste Révolutionnaire, et du Comité d'Initiative pour un Mouvement Révolutionnaire.

Petit guide du XII^e arrondissement

De nombreux hôpitaux, les P. et T., la S.N.C.F.-gare de Lyon, 1/3 de l'arrondissement occupé par les entrepôts de Bercy, beaucoup de moyens commerçants de « bouche », de petits artisans dans le quartier Saint-Antoine, et de gros commerçants de meubles et de décoration.

Les habitants se retrouvent sur les marchés, qui font d'ailleurs l'objet d'une surveillance particulière. Au marché d'Aligre, les vendeurs de journaux dits gauchistes sont pourchassés : un militant du P.S.U. a même été embarqué avec son fils âgé de 5 ans, alors qu'il discutait avec un vendeur de « Rouge ».

A part la M.J.C., aucun lieu culturel n'existe dans le XII^e arrondissement : pas de salles de réunions, pas de grands libraires.

A la fin de l'année 69, le directeur-adjoint de la M.J.C. a été licencié, pour raisons politiques fut-il d'abord annoncé, avant qu'un rectificatif soit envoyé à la presse. 75 associations se sont regroupées pour demander sa réintégration. Elles ont seulement obtenu le maintien d'une subvention qui avait dans le même temps été supprimée.

Aucun cinéma n'a accepté la te-

nue du meeting central de la campagne de l'Union des forces socialistes et révolutionnaires, l'un des propriétaires a d'ailleurs résumé la peur de tous : il ne voulait pas de « constatataires » chez lui !

Le XII^e arrondissement a aussi sa zone d'insalubrité : la rue de Charenton détient les records d'ancienneté et de manque d'hygiène. Et le plan de rénovation aboutit à la déportation des habitants qui ne peuvent pas payer les loyers des nouvelles constructions.

Rue de Chalon et passage Raquinot les travailleurs immigrés sont entassés dans de petits hôtels, tandis que beaucoup d'Africains occupent par chambrées de huit le foyer du boulevard Diderot.

Selon le schéma directeur les entrepôts de Bercy doivent céder la place à des milliers de bureaux. Et juste à la périphérie, dans l'îlot Saint-Eloi, liberté a été laissée aux promoteurs, qui vont ainsi pouvoir loger le seul personnel des bureaux qui aura le salaire suffisant pour habiter près du lieu de travail.

Pour connaître la vie locale, un seul moyen : la lecture de « Mon quartier », journal de MM. Frey et Bourgoïn. Ceux-ci sont très bien organisés, disposent eux aussi de

Où trouver des militant du P.S.U. pour discuter

Le vendredi soir :

aux stations de métro Daumesnil et Reuilly-Diderot.

Le dimanche matin :

sur les marchés Dugommier et Aligre.



Philippe Simon

Pour mé

Tout de suite après l'ouverture des inscriptions, dix candidats se présentaient. Il n'en reste plus que neuf, le candidat du « Centre républicain » venant d'appeler à voter pour le candidat U.D.R., nouvelle démonstration du côté ou penche le centre !

Rappelons tout de même qui sont les candidats en présence, car ils ont disparu de la vie de l'arrondissement (à l'exception de trois d'entre eux) :

— M. Olagnon : de « Jeune révolution », mouvement d'extrême-droite, nouvellement créé.

— J. Dides : commissaire radié de l'administration, qui s'est rendu tristement célèbre par toutes sortes de manipulations, par la création de services spéciaux dans la police. Arrivé sur la scène politique dans les bagages du poujadisme, puis évincé par les électeurs du 12^e, il tente de refaire surface.

— Mme J. Rigaud, directrice de cours privé, candidate d'« Ordre nouveau ». Ce mouvement est composé, pour l'essentiel, d'anciens membres de l'O.A.S., des membres d'Occident, des Collabos et des nostalgiques du nazisme.

— B. Foliot : candidat des travailleurs indépendants, ancien secrétaire de l'UNATI, ne nous fera pas croire que le corporatisme est la solution aux problèmes de ces travailleurs !

— P. Bicheron : Front du progrès, tendance gaulliste de gauche.

**Théodore
Topolanski**



D.R.

noire...

Le candidat de quelle majorité ?

P. G. de **Benouville**, candidat officiel du régime, est général de réserve, directeur de l'hebdomadaire « Jours de France », administrateur de la société des avions M. Dassault, exclu de l'U.N.R. en 62 pour son opposition à la politique du général de Gaulle sur le problème algérien et pour ses sympathies à l'égard de Soustelle et des ex-généraux.

Aux élections de 68, il était candidat centriste. L'Alliance républicaine de Tixier-Vignancourt lui apporte également son soutien.

B. G. de **BENOUVILLE**, c'est donc l'alliance du jusqu'aboutisme, du grand capital, et de la presse dite d'information

Il fait sa campagne par téléphone, et grâce à lui les concierges de l'arrondissement ont reçu du foie gras. C'est dire qu'il dispose de moyens financiers importants. Il est vrai qu'il reçoit une aide sérieuse, entre autres, de la part de l'administration des P. et T. : depuis quelques mois « Jours de France » est livré à l'administration des P. et T., sans être adressé, et les facteurs sont payés en heures supplémentaires pour en assurer la livraison aux habitants du XII^e arrondissement ! □

UNION des FORCES SOCIALISTES et REVOLUTIONNAIRES

Oui à l'unité mais à l'unité d'action

Dès l'annonce de l'élection, la Convention organise une réunion de la gauche dite non-communiste à laquelle le P.S.U. refuse d'assister. Il demande que le P.C.F. soit sollicité.

Dans un deuxième temps, l'ensemble des formations de la gauche traditionnelle se réunit. Le Parti Socialiste propose une candidature unique dès le premier tour; le P.C.F. déclare se rallier à cette proposition en raison du caractère exceptionnel de l'élection, pourvu qu'une plate-forme suffisamment offensive soit élaborée. Le P.S.U. insiste de son côté pour qu'aucune exclusive ne frappe les groupes révolutionnaires. Le Parti Socialiste se borne à présenter un projet en deux points : contre la loi anti-casseurs, pour l'amélioration du cadre de vie parisien. Le P.C.F. et le P.S.U. exigent des propositions plus avancées et laissent un délai de réflexion au Parti Socialiste. Ce dernier ne donnera plus signe de vie...

On trouvera ci-contre des extraits de la lettre adressée par le P.C.F. au P.S.U., et d'autre part, les lettres adressées par l'Union des Forces Socialistes révolutionnaires, respectivement au P.C.F. et à la C.I.R., et au P.C.F.

Actuellement aucune réponse n'a été reçue.

● Lettre du P.C.F. au P.S.U. en date du 11 mai (extraits)

Pour ce qui nous concerne, nous sommes persuadés qu'une entente claire entre nos fédérations sur le plan politique et sur le plan de la tactique, créerait un large courant d'enthousiasme et recueillerait la plus large approbation possible des électeurs du 12^e.

Nous pensons que les meilleures conditions pour faire le plein des voix de Gauche dès le 1^{er} tour, seraient réalisées si chacune de nos formations présentait son propre candidat tout en rendant publique l'existence d'un accord entre elles. Cet accord devrait comporter une plate-forme politique et prévoir que le candidat placé en tête par le suffrage universel au 1^{er} tour deviendrait le candidat unique de la Gauche au second tour.

La plate-forme politique exprimerait nos appréciations sur la politique du pouvoir et présenterait un certain nombre d'objectifs communs aux partis de Gauche, visant à modifier l'orientation politique de notre pays.

Ces propositions nous semblent les plus conformes aux objectifs que nous poursuivons.

Toutefois, compte tenu de circonstances exceptionnelles dues à la conjoncture politique et au fait qu'il s'agit d'une élection partielle, l'hypothèse de la présentation d'une candidature unique de la Gauche dès le 1^{er} tour peut également être envisagée. Il va de soi, que dans ce cas, la candidature unique devrait s'appuyer sur l'existence d'une plate-forme politique commune, du type de celle dont nous avons parlé plus haut et que le choix du candidat devrait respecter la volonté des électeurs de Gauche de cette circonscription telle qu'elle s'est nettement manifestée au cours des dernières consultations électorales.

● Lettre de l'Union des Forces Socialistes et Révolutionnaires au P.C.F. et à la Convention (22 mai)

La présence, lors de l'élection partielle du 12^e arrondissement, de quatre candidats d'extrême-droite fascistes ou fascistes, du candidat Ordre Nouveau à l'ancien O.A.S. de Bénouville, en passant par Dides ou Jeune Révolution, pose le problème des éventuelles menaces ou provocations de ces organisations à l'égard des militants et des candidats de gauche.

Il nous paraît souhaitable de pouvoir envisager ensemble les nécessaires ripostes communes à ces menées fascistes.

Par ailleurs, afin de permettre la libre expression politique de chacun des courants de la gauche sur cet arrondissement lors de cette campagne, un accord réciproque de non-recouvrement des affiches par exemple nous semble également souhaitable.

Telles sont les raisons qui justifient la proposition que nous vous faisons d'une réunion commune le **mardi 26 mai, à 16 heures, 81, rue Mademoiselle.**

● Lettre de l'Union des Forces Socialistes et Révolutionnaires au P.C.F. (22 mai)

Dans le cadre de l'élection partielle du 12^e arrondissement, nous vous proposons une rencontre prochaine afin d'envisager les problèmes afférents à un éventuel second tour.

Nous vous proposons l'ordre du jour suivant :

— conditions du désistement en faveur du candidat le mieux placé au premier tour.

Il va de soi qu'une telle réunion n'implique aucun engagement ultérieur, mais doit permettre un échange de vues. Nous aurons de notre part certaines propositions à faire.

REUNIONS PUBLIQUES

★ **Lundi 25 Mai, 20 h, Ecole de Filles, 5, rue Jean Bouton : de l'Indochine au Tchad, solidarité Internationale.**

★ **Mercredi 27 Mai, 20 h, Ecole de Filles, 52, rue de Watignies : Hopitaux, Sécurité Sociale, comment le Capitalisme nous soigne.**

★ **Vendredi 29 Mai, 20 h, Ecole de Garçons, 51, rue de Charenton : On ne nous transporte pas, on nous roule, on ne nous loge pas, on nous stocke.**

★ **Lundi 1^{er} Juin 20 h, Ecole de Garçons, 4, rue Pommard : Pourquoi une campagne des révolutionnaires.**

★ **Mercredi 3 Juin, 20 h, Ecole de Garçons, 40, bd Diderot : Travailleurs Français et Immigrés : la même lutte.**

★ **Vendredi 5 Juin, 20 h, Ecole de Garçons, 8, rue Charles Baudelaire : Michel Rocard, Alain Krivine, François Duburg, Michel Fiant, Jean-Pierre Vigier.**

★ **Samedi 6 Juin, 20 h, 16, rue de la Brèche aux Loups : Les travailleurs contre l'exploitation capitaliste.**

avec **PHILIPPE SIMON**
Théodore TOPOLANSKI

Conseil national

Juin 1970

Où va le P.S.U. ?

Pierre Molino (Hérault)

Dans le patient travail de construction d'un parti socialiste digne de ce nom — qui est depuis dix ans la raison d'être du P.S.U. — rien n'a davantage retardé notre progression que l'impatience, la tentation du « raccourci ». C'est cette tentation qui, en 1967, a conduit la direction du parti à l'opportunisme de droite (tentative de liquidation du P.S.U. au profit de feu la F.G.D.S.) et qui aujourd'hui se manifeste sous la forme d'un opportunisme de gauche tout aussi dangereux (tentative de liquidation du parti au profit d'un « regroupement révolutionnaire »). Je me permettrai d'ajouter, en m'excusant auprès de Serge Mallet de ma franchise, que ce sont parfois les mêmes camarades qui commettent dans des sens opposés, à trois ans d'intervalle, la même erreur. Je souhaite simplement, par cette contribution au débat d'orientation, expliquer la résistance opposée par les militants du P.S.U. à ces tentatives répétées.

● La vague révolutionnaire de mai 1968 a inscrit dans les faits la crise du néo-capitalisme, son incapacité à intégrer la classe ouvrière. En même temps cette crise a révélé le fossé existant entre les structures politiques traditionnelles de la gauche et les forces nouvelles de contestation. Une nouvelle génération de militants s'est engouffrée dans la brèche de Mai, inventant dans la lutte de nouvelles formes d'action ou retrouvant des méthodes oubliées du mouvement ouvrier. C'est cela « le gauchisme » : nouvelles contradictions, nouvelles forces, nouvelles formes. La caractéristique du mouvement n'était pas, au fond, la diversité de son idéologie, mais l'absence d'une idéologie. Plus précisément, le problème n'est pas pour lui (pour nous) de choisir dans l'arc-en-ciel historique des courants socialistes la nuance « assortie », mais de répondre à partir de la pratique à l'exigence d'une stratégie originale, adaptée aux contradictions réelles de notre époque et de notre pays. Et la

responsabilité politique propre du P.S.U. — par rapport aux groupes révolutionnaires — est là. Elle nous impose, plutôt que la fuite en avant vers des théorisations hâtives, la recherche patiente et un peu empirique, le refus du dogmatisme, une attitude attentive et modeste vis-à-vis des luttes réelles, vis-à-vis des masses.

● J'entends bien que des camarades à qui Mai a fait redécouvrir Lénine nous invitent à choisir : « Marxisme-léninisme ou social-démocratie » dit Terray, et Craipeau, il y a un an, nous sommait de ne pas rester « le cul entre deux chaises ». On a envie de répondre à ces camarades : êtes-vous si pressés de vous asseoir ?

Quelle est, au-delà de la magie des mots, la signification de ce retour au léninisme qui, curieusement, caractérise également les courants inconciliables du trotskysme et du maoïsme ? Une commune et authentique volonté, il est vrai, de rompre avec l'attentisme et l'opportunisme des organisations traditionnelles. Mais aussi bien souvent l'incapacité à faire une analyse scientifique du réel, une tendance à chercher un refuge sécurisant dans la tradition historique sanctifiée. Mais il ne suffit pas d'emprunter le langage du socialisme scientifique pour éviter le subjectivisme et le volontarisme (pas plus qu'il ne suffit de qualifier un parti de révolutionnaire pour le rendre apte à diriger les masses). Fait caractéristique : le néo-léninisme refuse d'assumer, d'analyser sa propre composition sociale ; incapable de prendre en considération les modifications intervenues dans les classes sociales — modifications que le P.S.U. a en partie analysées — il se veut prolétarien, alors que lui-même, essentiellement étudiant ou intellectuel, témoigne de façon éclatante de l'apparition de forces révolutionnaires nouvelles en marge de la classe ouvrière traditionnelle.

● Au vrai, si nous voulons répondre à l'attente des masses, si nous voulons amorcer dans l'action un dialogue fructueux à la base (plutôt que des opérations de sommet) avec les militants des groupes révolutionnaires, du P.C., des syndicats ouvriers et paysans, il nous faut aborder des problèmes précis : quel socialisme voulons-nous construire ? Sur quelles forces voulons-nous nous appuyer ? Quelles formes de lutte proposons-nous, dès maintenant, pour y parvenir ?

La réponse à ces questions, ce n'est pas dans Lénine, pour l'essentiel, que nous la trouverons. Certes, les expériences historiques sont riches d'enseignement ; mais précisément, est-il possible de laisser de côté, dans le bilan du léninisme, les aspects négatifs de l'expérience soviétique ; ou bien de s'en débarrasser en les imputant, de façon simpliste, à des déviations antiléninistes ? Il ne s'agit pas de porter des jugements historiques mais de répondre à l'attente des travailleurs. Partons de leurs luttes, de leurs espoirs. Eux aussi ont « le cul entre deux chaises », entre la volonté de construire une société libérée de l'exploitation et la crainte de voir cette volonté confisquée au profit de formes nouvelles d'oppression. Saurons-nous leur montrer, ou plutôt trouver avec eux, la voie dans la lutte vers un socialisme libérateur ?

● Les thèses du P.S.U., les campagnes d'action qu'il a lancées ont contribué utilement à préciser nos buts, notre stratégie. Par exemple la campagne pour le contrôle ouvrier n'est pas seulement le thème d'action et d'agitation conjoncturel auquel voudrait la réduire Terray ; elle est aussi liée à l'exigence de la démocratie ouvrière dans la lutte comme à l'exigence ultérieure d'un socialisme non bureaucratique.

Mais la faiblesse principale du parti demeure l'incapacité à construire, à partir de la base, une or-

ganisation solide adaptée à la lutte. D'une manière générale les problèmes d'organisation sont traités comme des problèmes « techniques ». C'est une erreur complète : ce sont des problèmes politiques décisifs. L'insuffisance des liens base-direction donne au style de travail du P.S.U. un côté amateur, parfois irresponsable, et facilite le développement du fractionnisme, du sectarisme. De ce fait, l'insertion des militants nouveaux, l'élargissement du parti, la formation de cadres — en particulier de cadres ouvriers — sont difficiles. Le travail du parti manque à la fois de modestie et de continuité.

Là aussi la référence abstraite au « centralisme démocratique » léniniste me paraît une réponse erronée, tout autant que la pratique social-démocrate d'un parti de notables et de clientèle, ou le style « club ». C'est bien davantage dans le développement des groupes d'action et la structuration de fédérations régionales que peut progresser la construction d'un parti de type nouveau.

● En résumé, le parti doit préserver et développer patiemment sa force autonome, poursuivre et approfondir sa propre recherche, s'efforcer de corriger ses propres défauts. En même temps, nous devons avec soin éviter, comme nous le faisons trop souvent, de donner des leçons à tout le monde, mais au contraire nous mettre davantage à l'écoute des travailleurs, éliminer la tendance à la suffisance sectaire, au dogmatisme, au verbiage.

Conseil national

Juin 1970

Imposer le débat au Parti Communiste

Jean-Claude Vessillier (Paris)

La construction du parti révolutionnaire passe aujourd'hui par la discussion avec les groupes révolutionnaires en liant constamment la confrontation des stratégies à la poursuite des actions de masse.

Il s'agit de créer sur le terrain des luttes, en premier lieu celui des luttes ouvrières, les conditions qui permettent de disputer au parti communiste la direction des luttes qu'il exerce dans de très larges secteurs de la classe ouvrière et des masses populaires.

C'est pourquoi il faut accorder une grande attention aux initiatives que nous développerons à l'égard des masses influencées par le parti communiste et, par là-même, à la discussion que la direction du parti a engagée avec celle du P.C.F. En conséquence, la position de chacun des groupes révolutionnaires sur le parti communiste est aujourd'hui l'un des points décisifs qui interdit ou permet des rapprochements.

Comment discuter avec le P.C.F.

En engageant des discussions avec le parti communiste, la direction du parti a adopté une position politique juste, conforme à l'appréciation selon laquelle le parti communiste est un parti réformiste faisant globalement partie du mouvement ouvrier et non une organisation « sociale-fasciste » justiciable de la tactique classe contre classe comme l'estiment, avec des variantes dans l'application, les militants de la Gauche prolétarienne et de l'Humanité rouge.

Mais, en aucun cas, notre tactique ne doit laisser croire que nous avons « un visage pour la cour et un autre pour le jardin ». L'objectif de ces discussions doit clairement être d'imposer au P.C.F. et aux masses qu'il influence le contact et la discussion avec le courant révolutionnaire. Pour cela,

la pratique de ces derniers mois permet de dégager quelques-unes des conditions qui doivent être remplies.

Les objectifs sur lesquels des actions communes sont proposées au P.C.F. doivent être choisis parmi ceux qui contraignent le parti communiste à s'avancer au plus près de nos positions et qui, en tout état de cause, se traduisent en termes de compromis politiques explicables devant les travailleurs.

Les accords passés avec les directions nationale et locale du parti communiste doivent prévoir des actions de masse qui s'inscrivent dans une dynamique de luttes et qui permettent une discussion et une confrontation politiques.

A cet égard, le bureau national a eu raison d'approuver le compromis passé à Paris, sur un texte commun d'appel qui a permis :

- L'organisation d'un meeting à la Bourse du Travail de Paris, où les révolutionnaires étaient plus nombreux et plus dynamiques que les militants du P.C.F.

- L'exposé de la position du parti sur la violence, fruit de l'exploitation capitaliste.

- La mise à jour des incertitudes du P.C.F. quant au déploiement d'une large action de masse contre la loi scélérate et le démarrage d'une campagne nationale. E. Terray (« T.S. » n° 455) développe sur ce point une critique — et une politique — radicalement erronée.

De même, dans les journées qui ont suivi, les textes nationaux ont permis à plusieurs groupes d'entreprise d'intervenir dans les assemblées de personnel convoquées à cette occasion par les syndicats.

Ces actions ont été plus riches que l'envoi classique de délégations représentatives devant les mairies qui s'inscrivaient plus dans le jeu habituel du P.C.F. que dans notre propre dynamique.

Il faut imposer la confrontation entre militants réformistes et révolutionnaires, et non se contenter d'un débat entre les deux partis, P.C.F. et P.S.U.

En discutant d'un côté avec le parti communiste, et de l'autre avec les groupes, notre parti n'est pas au centre d'un dispositif qui lui permet de renforcer sa mise sur chacune des deux tables de négociation. A terme, c'est le problème de la direction des luttes qui est posé, et ce qui compte aujourd'hui, c'est le rapport des forces qui s'institue, à chaque étape, entre le parti communiste et le courant révolutionnaire.

Une telle tactique, condition de la modification du rapport des forces entre réformistes et révolutionnaires, suppose que des organisations révolutionnaires soient décidées à la mettre en œuvre avec nous.

Un pôle pour les masses communistes

Le bilan de ces derniers mois est clair : parmi les organisations révolutionnaires à implantation nationale, c'est avec Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste que s'est manifesté, avec notre parti, un accord sur ce problème.

A l'occasion du meeting du 28 avril de la Bourse du Travail de Paris, ces deux organisations avaient affirmé leur présence et leur soutien politique.

A l'occasion du 1^{er} Mai, ces deux organisations ont publié, avec le P.S.U., un appel commun appelant les travailleurs à partici-

per à la manifestation de Paris « dans le cadre des thèmes définis par les organisations syndicales ».

A l'occasion du rassemblement pour le Vietnam du 10 mai, ces deux organisations ont écrit au Comité préparatoire pour demander de participer à l'organisation commune du rassemblement, et ont reçu le soutien du P.S.U.

A l'occasion de la campagne électorale du 12^e arrondissement, ces deux organisations ont été d'accord avec le P.S.U. pour proposer au Parti communiste les conditions d'un désistement réciproque en vue d'un éventuel second tour.

Ces accords ne sont pas le fruit d'heureuses coïncidences qui se seraient multipliées ces derniers mois ; ils sont la conséquence d'une convergence plus profonde quant à la reconnaissance de l'emprise du parti communiste sur une part importante de la classe ouvrière.

Il faut savoir tirer les leçons de cette convergence. En organisant la confrontation stratégique avec la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière dans la perspective de la construction du parti révolutionnaire, nous constituerons un pôle politique dont l'influence s'exercera du premier chef sur les masses encore influencées par le parti communiste.

Ainsi, nous renforcerons la position du P.S.U. de ses alliés, d'une part dans le cadre actuel des discussions P.S.U.-P.C.F., et d'autre part au sein de la classe ouvrière et des travailleurs □

Action exemplaire sur le logement

De notre correspondant à Perpignan

La ségrégation dans le logement, conséquence directe de la politique de classe de la bourgeoisie, se manifeste à Perpignan, très nettement.

Le cloisonnement est réel entre les différents quartiers. Quartiers très bourgeois : résidences de très haut standing, cité du Moulin-à-Vent (réalisation dont le député-maire, Paul Alduy, social-démocrate actuellement « apparenté S.F.I.O. » se glorifie); quartiers résidentiels; quartiers populaires : des quartiers entiers sont constitués de taudis, d'H.L.M., de bidonvilles.

Au Nord de la ville, le quartier du Haut-Vernet rassemble un prolétariat et un sous-prolétariat composés en grande partie d'immigrés. Dans ce quartier, une action exemplaire s'est menée et se mène, au centre de Relogement.

Surpopulation et vermine

Ce centre a été construit il y a 15 ans et à titre provisoire, malgré l'opposition du ministère de la construction d'alors, en vue de reloger provisoirement les habitants des nombreux taudis de la ville. Il y a 120 appartements : 20 F1; 80 F2; 30 F3; dépendant de l'Office Public d'H.L.M. (O.P.H.L.M.). Construit très en dessous des normes — il était destiné à durer 2 ou 3 ans puis à être démoli — ce centre, merveille d'urbanisme, est toujours là.

Aucun équipement collectif. Les gosses, très nombreux, n'ont aucun terrain de jeu et en sont réduits à jouer dans les escaliers. Entre les blocs, le sol n'est pas goudronné, évidemment, pas un brin d'herbe. De plus, les égouts sont mal faits et par temps de grosse

pluie, il y a parfois plus de 20 cm d'eau.

Il y a des cas de familles de 13 personnes vivant dans un F2 (surface réelle de 37 m²), les cas de familles de 10 personnes et plus dans un F2 sont courants. On imagine les situations que cela entraîne...

La vermine est apparue au centre depuis 1966 et y prolifère dans des proportions inquiétantes, même pour le reste de la ville.

Certaines familles vivent depuis 15 ans dans cet enfer.

Comment les résidents ne se sont-ils pas organisés ?

Un sous-prolétariat peu conscient

C'est que la population est formée en grande partie de sous-prolétaires, très souvent chômeurs ou occupant des petits métiers, notamment du bâtiment. Ceux qui sont un peu plus aisés, ouvriers qualifiés ou spécialisés ont une conscience politique claire, mais du fait même de leur situation, ils ne restent pas longtemps là. L'attribution des logements neufs se fait en fonction de critères socio-économiques : c'est un véritable « écrémage » par le haut.

Toutefois, après mai 68, s'est créée une « Association d'entraide Ouvrière du Haut-Vernet ». Cette association, par son action constante auprès des pouvoirs publics : mairie, préfecture, OPHLM, a obtenu divers avantages non négligeables, bien que très insuffisants, (construction de vide-ordures communs, de séchoirs à linge, ravalement des façades, etc). Une désinfection générale a été entreprise en novembre 69 : l'Association la réclamait depuis 6 à 7 mois : elle s'est révélée insuffisante : pour exterminer la vermine, il aurait fallu désinfecter 3 ou 4 fois.

Ces avantages, bien qu'intéressants, sont très partiels.

Quand, en juin 69, il s'agit du relogement de 76 familles désireuses de changer, l'OPHLM ne veut rien savoir et renvoie par 3 fois le président sous des prétextes grossiers, après de vagues promesses.

A la troisième fois, le président de l'Association, qui connaît des militants P.S.U., s'adresse alors au groupe de quartier P.S.U. du Vernet, qui donne son accord pour aider l'Association.

Contre les H.L.M. de la Honte

Une action d'information et de sensibilisation est entreprise lundi 23 mars. Des tracts de dénonciation « HLM de la Honte » sont distribués dans toutes les HLM de la ville, des affiches collées au Haut-Vernet et aux abords de l'OPHLM, appelant à soutenir l'Association. En même temps, au Centre même, les militants font du porte-à-porte pour expliquer aux locataires que c'est le moment ou jamais de réagir. Une réunion préparatoire a lieu et d'un commun accord, une manifestation à l'OPHLM est décidée. Le mercredi 25 mars, l'OPHLM est occupé, 15 familles ayant répondu à l'appel. Cette occupation dure plus de 2 heures. Les responsables de l'office, pris de panique, se démasquent, appellent à l'aide et n'acceptent de discuter qu'en présence d'un inspecteur de police. Les flics un moment parlent d'embarquer tout le monde ; il faut les menacer de tout saccager pour les voir se radoucir, devenir humains et accepter le dialogue. Peu après, le sous-directeur de l'office prend l'engagement devant tout le monde, de reloger dans les plus brefs délais, 13 familles des plus nécessiteuses.

Dans la soirée, en séance publique du Conseil Municipal, aucune allusion n'est faite à l'action menée : des militants de l'Association tentent de

prendre la parole. En vain. Cela montre s'il en était besoin, que les conseillers ne s'intéressent pas au problème.

Un tract est donc fait et distribué dans toutes les HLM de la ville : l'Association avance comme revendication le relogement de tous les habitants du Centre et le contrôle sur l'attribution des logements.

Peu après, et pour capitaliser l'action, l'Association fait une réunion qui montre qu'elle s'est renforcée. Des comités de soutien sont créés dans les autres quartiers de la ville. Ils ont pour but, en même temps qu'un soutien financier à l'Association, un soutien militant : il faut, d'une part, expliquer dans les autres HLM ce qui se fait au Centre, d'autre part, tenter de coordonner d'éventuelles actions.

Solidarité ou aventurisme ?

Dans les jours qui suivent l'action, la section P.S.U. de Perpignan, dans un communiqué de presse, fait savoir qu'elle approuve l'Association, l'assure de son soutien et fait une analyse de la politique du pouvoir en matière de logement. En effet, cette action entre tout à fait dans le cadre de la campagne décidée par le Parti « Notre cadre de vie livré au capitalisme ». Des militants P.S.U. ont participé dès le début à cette action et militent activement dans les comités de soutien.

Par ailleurs, bien que des militants du P.C. aient rejoint l'Association, la section locale du P.C. a cru bon de faire dans sa presse, une mise en garde très ambiguë contre « toutes les actions aventuristes ».

Cette action a permis de démasquer les responsables de cette situation et de dévoiler la solidarité Responsables de l'administration des HLM-Municipalité-Police.

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
32 000 exemplaires

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :

Administration : 783-19-20

Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil

141, boulevard de Sébastopol
PARIS (2^e) - Tél. : 236-61-84
Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

PANTHEON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Butch Cassidy
et le Kid

Week-end "cadre de vie"

« Le comité des Fédérations P.S.U. de la Région Rhône-Alpes » organise un week-end d'étude, du SAMEDI 6 JUIN (15 heures) au DIMANCHE 7 JUIN (17 heures) au Foyer Régional d'Education Populaire de CROLLES - 38, sur le thème : LA PRODUCTION DU CADRE DE VIE ET LES MUNICIPALITES qui permettra aux participants :

- d'analyser la stratégie des forces capitalistes à la lumière de la politique « Chalandon » et du contenu donné au VI^e Plan;
 - de s'interroger sur les caractères des luttes de masse dans le cadre de vie;
 - de préciser les critères d'appréciation de l'utilité de l'insertion de militants P.S.U. dans les municipalités en fonction du développement de la lutte de classes — ceci au travers d'un débat avec les élus locaux du Parti sur leur action municipale;
 - de formuler les conditions pour qu'une prise de responsabilité municipale s'intègre dans un front de lutte.
- Inscriptions : 5 F - Frais d'hébergement : 21 F.
Pour tout renseignement, s'adresser à P.S.U. « Secteur Luttes locales », 49, Montée de la Grande-Côte - LYON-1^{er}.

Des locataires en lutte

Elie Rogé

Le capitalisme a créé autour de nos grands centres des cités artificielles, véritables dortoirs, réserves de main-d'œuvre et sources de profits divers, essentiellement pour les spéculateurs fonciers. Les populations laborieuses y vivent d'autant plus éloignées de leur lieu de travail que leurs revenus sont moindres. Vigneux est tout simplement une de ces villes où coexistent l'ancien village et les immenses tours, les petits pavillons et les formes cubiques.

Vingt-sept mille habitants y vivent. Le 1 % patronal s'y est fortement investi. Une forte proportion d'immigrés et de relogés habite cette banlieue de l'Essonne.

La migration quotidienne

De 6 à 9 heures le matin, quelque 8 000 personnes s'entassent dans des trains vers la gare de Lyon. Le soir, lentement, patiemment, de 17 à 21 heures, cette masse de travailleurs quitte la gare anachroniquement petite, inadaptée, dans ce mauvais décor de la fin du dix-neuvième siècle.

Le catalogue des doléances des Vigneusiens rejoint celui de toutes les banlieues ouvrières : pas d'industries, écoles surpeuplées, manque de C.E.S., pas de C.E.T., Equipements collectifs inexistantes.

On se plaint des dépravações dans la cité, mais on cherche

vainement les aires de jeux pour les enfants. La verdure manque à Vigneux. La terre y est pauvre...

Des travailleurs en colère

De tout cela le capitalisme n'a cure. Chacun sait que le système n'investit que lorsqu'il y a profit et récupération maximum. Rien n'attire à Vigneux, sauf le besoin de se loger. La capitale est à 20 minutes de train. Si le socialisme c'est la priorité donnée aux besoins collectifs, Vigneux est bien l'inverse. C'est la cité, réserve de travail du capitalisme et le privé ne s'intéresse pas tellement à la cité. Les salaires y sont moyens (1.500 francs par mois, allocations familiales et allocation logement comprise pour une famille avec 3 enfants).

Face à l'incurie gouvernementale, plusieurs associations se sont formées : parents d'élèves, comité des usagers de la S.N.C.F., amicale des locataires, etc. Plusieurs sociétés se partagent la propriété des logements de Vigneux dont la S.I.E.M.P., société à but non lucratif, donc d'économie mixte. Les locataires réclament depuis longtemps les réparations des logements. On y constate des infiltrations, les matériaux sont mal adaptés, l'absence d'insonorisation rend la vie difficile. Aux réclamations, la S.I.E.M.P. évoque un procès avec les constructeurs...

Et puis, subitement, il y a un mois, les locataires reçoivent un avis d'augmentation de leur loyer et de leurs charges. Exemple : antérieurement un F 4 valait en 1967, 304 F ; en 1968, 352 F ; en mai 1970, 387 F.

Les charges passent de 57 F en 1967, à 97 F en mai 1970.

Soit au total une augmentation de 27 % pour les loyers et de 70 % pour les charges en 29 mois !

Si l'on sait que les impôts fonciers sont élevés (quelque 800 francs pour un 5 pièces), on comprend que la réaction a été vive. Les justifications de la S.I.E.M.P. :

Pour les loyers : aucune.

Pour les charges : le prix du fuel a augmenté et les salaires et les services auraient subi une majoration !

Les transports, l'augmentation régulière et sérieuse de la vie, du logement : c'en est trop. La longue patience des travailleurs se mue en riposte.

Une assemblée des locataires décide, après délégation et pétitions, de ne pas payer l'augmentation des loyers et des charges. Des pourparlers sont en cours avec les administrateurs de la S.I.E.M.P. Les préfets restent muets, les logements « parlent » : « Non à la hausse ! » Le rapport de force est engagé.

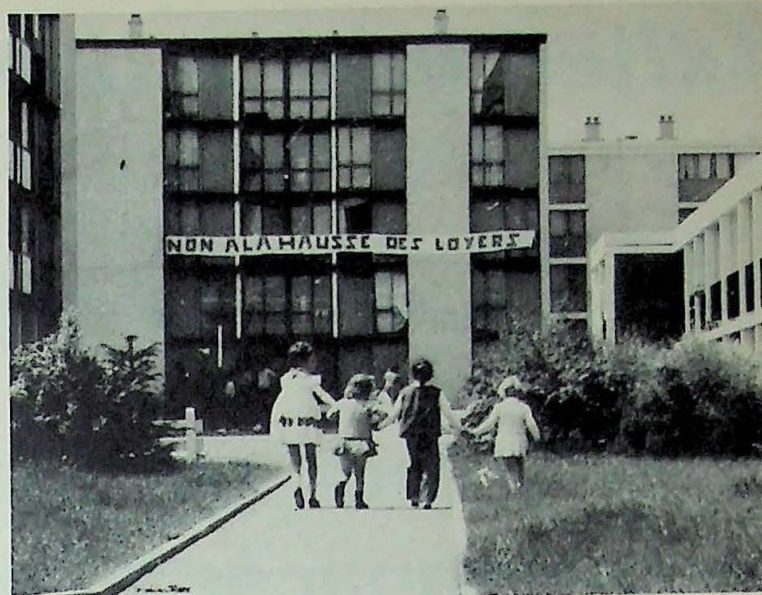
Une action de masse

Des volontaires font du « porte-à-porte » pour décider les hésitants. Les locataires perçoivent vite que leur force c'est leur union. Ils sont déterminés. Le pouvoir et la bourgeoisie pensaient que nous serions « raisonnables » : mai 1968 est loin ! Puisqu'il encaissent les transports, les cadences et les arrestations de militants, et les mises au pas...

Stupéfaite, la S.I.E.M.P. voit 60 % des locataires refuser l'augmentation et payer le loyer et les charges à l'ancien tarif, pendant que le bureau de l'amicale continue son travail d'information auprès des préfets, administrateurs et parlementaires.

Les locataires ne veulent pas financer les quelque 250 logements vides de la cité. Il y a eu à Vigneux 200 logements inoccupés et 40 pavillons vides. Être propriétaire comporte des risques. Si nous devons supporter les frais de non-occupation des logements, la S.I.E.M.P. aliène sa propriété.

Les locataires demandent à être informés du coût des charges. Finalement, ils contestent



la gestion de la cité. Le capitalisme fait encore une fois de plus la preuve de son incapacité en face des besoins les plus élémentaires des hommes. Les travailleurs n'entendent nullement faire les frais d'un système pour l'élaboration duquel il est inconcevable qu'ils soient consultés.

L'action de la section P.S.U.

Le P.S.U. est présent à Vigneux depuis sa fondation. Les habitants savent qu'ils peuvent compter sur lui. Finalement, au travers de l'action et des interventions, un clivage s'opère : d'un côté ceux qui encadrent sagement les travailleurs, qui croient aux pétitions, aux délégations et de l'autre côté ceux qui croient à l'action de masse, à la capacité ouvrière, à la combativité sans cesse renaissante des travailleurs.

Quand les salariés ne sont pas émasculés par les bureaucraties, ils comprennent vite

que le problème du logement n'est qu'une partie de la question globale qui se pose, c'est-à-dire un changement politique radical. Seule la voie socialiste est capable de résoudre les multiples contradictions du système capitaliste. On ne peut aménager une partie de la société. Le problème est essentiellement politique. Il nous faut gagner le combat de Vigneux !

Pour l'instant, nous en sommes à une prise de conscience mais elle est ferme ! Nous pensons que les discussions et confrontations, les contradictions soulevées sont un grand poids pour cette montée des masses vers un autre avenir. Le rapport de forces est engagé ici ; nous ne pouvons pas perdre.

Nous avons déjà gagné : la S.I.E.M.P., désormais quand elle renvoie les chèques ne demande plus de payer le nouveau loyer. Le ton a changé. La détermination des locataires, leur nombre, leur cohésion, c'est leur vraie force !

Travailleurs émigrés...

Les scandales succèdent aux scandales dans les foyers de travailleurs émigrés et autres bidonvilles ; au foyer de la rue de Charonne, les résidents africains sont en lutte contre les décisions imposées autoritairement par la direction d'Accueil et Promotion, propriétaire du foyer, comprenant :

- L'augmentation du prix des loyers ;
- La réduction et dégradation accélérées des conditions d'hygiène ;
- L'entassement déjà inadmissible aggravé par la décision d'accroître de 15 % le nombre de lits sans extension des surfaces : des lits seront installés dans le hall !
- La répression contre les moniteurs « coupables » de solidarité avec les résidents.

La direction cautionne ainsi la politique réactionnaire du gouvernement qui cherche à rendre moins voyant le scandale des bidonvilles et des négriers-marchands de sommeil par la suroccupation de foyers concentrationnaires, dont la seule fonction, prolongement de l'usine-caserne et du métro-boîte-à-sardines, est de vendre, très cher, le sommeil nécessaire à l'entretien de la force de travail.

La vie réduite au seul métro-boulot-dodo pour le profit des patrons, c'est la nouvelle société de Chaban-Delmas, dont les travailleurs émigrés sont les parias. □

• Ce texte nous a été communiqué par la 11^e section du P.S.U. de Paris.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

Rappel des numéros disponibles :

6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
8-9 - Histoire du P.S.U.
10-11 - Histoire du P.C.F.
N° 12 - La lutte du peuple palestinien et la question du Moyen-Orient.

Le numéro simple : 1 F
Le numéro double : 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F
à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65
Paris.

luttons internationales

Appel d'un avocat américain

Les "black panthers" sont menacés d'extermination

En juillet 1969, le parti des Panthères Noires a déclaré au peuple des Etats-Unis et au monde entier qu'il fallait s'unir contre le fascisme. Cette déclaration ne fut guère prise au sérieux et elle passa presque inaperçue ; pour beaucoup de gens, ce n'était que des mots.

Le parti des Panthères Noires, tout en luttant pour la liberté des Noirs, tout en nourrissant des enfants affamés, tout en apportant aux indigents une aide médicale, s'est heurté, dès le début de son action, à un Etat policier — oui, il faut le dire, au fascisme en Amérique. Le reste de l'Amérique n'a pas encore ressenti le contre-coup de cette oppression. Mais cela commence. Au cours des deux dernières années, 28 Panthères ont été tués — assassinés. Nous avons établi une documentation sur 19 de ces assassinats ; nous allons le faire pour les autres. Malheureusement, le parti n'a pas, dès sa création, tenu de façon précise un dossier des assassinats et des persécutions dont ses membres ont été victimes. Nous venons seulement de commencer à écrire cette histoire. Nous l'avons fait hâtivement, poussés par la nécessité de présenter maintenant notre cause au monde. Nous l'avons fait à partir de données parfois sommaires et cette histoire est incomplète. Depuis qu'elle a été rédigée, il y a quelques semaines, il y a eu des douzaines de nouveaux cas de persécutions. C'est un dossier qui grossit sans cesse. Ce qu'il montre, année après année et mois après mois, c'est l'organisation perverse et cynique par l'Etat policier contre les hommes et les femmes des Panthères Noires, d'une agression brutale, dont la sauvagerie est sans parallèle dans l'histoire des Etats-Unis.

Combien d'autres seront assassinés avant que le peuple américain ne s'éveille ? Les hommes ne reconnaissent pas l'oppression avant qu'elle ne les frappe. Et alors il est trop tard.

Moi, qui pratique le droit depuis trente ans, je découvre que les vieilles lois ne s'appliquent pas au

parti des Panthères Noires. Il y a de nouvelles lois, de nouvelles conditions, de nouvelles méthodes de persécution. Je découvre que la plupart des juges sont lâches, inconsistants. Certes, on rencontre ici ou là un juge courageux qui résiste à l'assaut d'un Etat policier, mais la plupart sont terrorisés et la plupart sont racistes — et il est pathétique de constater qu'ils n'ont pas conscience de leur racisme. Comme le savent trop bien les peuples de l'Europe à qui j'adresse ce message, le fascisme commence par les attaques contre les libertés individuelles. Et il n'y a pas d'Etat policier tant qu'il n'y a pas des tribunaux et des juges qui ont perdu tout respect pour l'exercice légal de la justice. Nous avons des cas en appel et nos arguments sont forts. Mais auprès de qui faisons-nous appel ? La nouvelle Cour Suprême qui est de plus en plus raciste et c'est à elle que nous devons en appeler.

Je suis convaincu que la justice, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui aux Etats-Unis, est totalement inadéquate aux besoins de la société dans laquelle nous vivons.

Quelques poignées de juristes se battent. Mais nos droits de défendre nos clients sont attaqués. Dans le procès de la « Conspiration de Chicago », Leonard Weinglass a été condamné à 20 ans de prison et Bill Kunstler à 4 ans pour avoir défendu leurs clients comme ils avaient appris à le faire dans une société démocratique. Mais ce type de défense n'est plus possible. Il n'est plus possible, parce que de nouvelles lois interviennent. Et — ne vous y trompez pas —, ce sont des lois d'Etat policier, ce sont des lois fascistes. Le parti des Panthères Noires s'est heurté à ces lois constamment et continuellement.

Voilà pourquoi Huey Newton, ministre de la Défense du parti des Panthères Noires, un des plus grands dirigeants révolutionnaires du monde, un homme admirable et brillant, est enfermé dans un pénitencier pour un crime qu'il n'a pas commis.

Voilà pourquoi Bobby Seale, Président du parti des Panthères Noires, un des hommes les plus désintéressés que j'aie rencontrés, risque d'être extradé d'un bout à l'autre des Etats-Unis, afin de subir la chaise électrique pour un crime qu'il n'a pas commis.

Voilà pourquoi Eldridge Cleaver, un des plus brillants écrivains contemporains, doit vivre en exil.

Voilà pourquoi David Hilliard, chef de l'état-major du parti des Panthères Noires, est considéré par le monde bourgeois comme ennemi public numéro un parce qu'il exerce, conformément à la Constitution des Etats-Unis, son droit de libre parole.

Voilà pourquoi Fred Hampton et Mark Clark ont été récemment assassinés à Chicago par un acte flagrant d'agression policière.

Voilà pourquoi à travers tout le pays, des Panthères, hommes et femmes, sont emprisonnés, sur des accusations mensongères et truquées, sont traités comme des chiens et des animaux par leurs gardiens qui vont jusqu'à rouer de coups des femmes enceintes.

Et pourtant, je veux vous dire qu'il y a un espoir, et que cet espoir est fragile. Nous avons demandé une enquête spéciale du Congrès sur les agissements de tous les services de police, du ministère de la justice et de ses auxiliaires. Nous estimons qu'il y a au Congrès quelques hommes et quelques femmes intègres qui n'étoufferont pas la vérité.

Nous avons également l'intention d'adresser aux Nations Unies une pétition accusant le gouvernement des Etats-Unis de génocide contre le parti des Panthères Noires. Nous déclarons que l'administration actuelle et l'administration précédente, que les polices locales et leurs agents ont pratiqué et pratiquent un génocide contre le parti des Panthères Noires et que ceci n'est que le signe avant-coureur d'une répression accrue dont seront victimes tous les hommes noirs, bruns, jaunes ou rouges ainsi que les blancs pauvres, et enfin quiconque refusera de se taire.

Je m'adresse aux peuples du monde, pour qu'ils nous soutiennent en demandant qu'un terme soit mis à ces outrages. Je vous demande d'élever vos voix, confrères juristes, étudiants, syndicalistes, pacifistes, écrivains, artistes, antifascistes du monde entier, pour demander que le gouvernement des Etats-Unis mette fin à cette politique de génocide.

J'espère que ce cri sera entendu du monde entier et qu'on lui répondra du monde entier. Il vient d'un juriste qui a fait serment de se retirer du barreau plutôt que de devenir un figurant dans un tribunal, chargé de donner l'illusion du déroulement normal de la justice, et de saluer un quelconque juge d'un « Heil Hitler » à l'américaine. Ce cri vient d'un pays longtemps célébré comme étant « la terre des hommes libres » et la patrie des « hommes courageux ». Laissez-moi vous dire que les hommes et les femmes du parti des Panthères Noires dans leurs lutte pour faire véritablement de notre pays « la terre des hommes libres » sont les plus courageux d'entre « les courageux » !

Mais si le peuple des Etats-Unis, soutenu par tous les antifascistes, dans le monde entier, par delà les barrières de couleur, par delà les barrières politiques, ne s'aperçoit pas que ces femmes et ces hommes courageux sont à l'avant-garde de la défense de la liberté en Amérique, nous ne parlerons plus du danger d'un Etat policier en Amérique — nous aurons le fascisme en Amérique. Il a commencé avec la tentative de destruction du parti des Panthères Noires. Si nous ne nous réveillons pas, il s'achèvera par la réduction au silence de toute opposition dans notre pays.

Je demande aux hommes et aux femmes de bonne volonté partout dans le monde, de faire entendre leur voix.

Je vous remercie.

Charles R. GARRY,
Avocat
501 Fremont Building
341 Market Street
San Francisco

L'opposition interne du S.P.D.

Loujs Henry

Le congrès SPD de Sarrebruck n'a fait que confirmer les objectifs essentiellement réformistes poursuivis par le parti. L'augmentation des crédits pour l'enseignement public, la création de jardins d'enfants, l'amélioration du régime hospitalier, la révision de la fiscalité, l'extension de la cogestion dans les entreprises, l'harmonisation de la croissance et du plein emploi en matière économique, de vagues projets prétendument capables d'enrayer la concentration de la presse, sont-ce là des mesures suffisantes pour mettre un terme à l'exploitation des travailleurs ? Une classe unique d'hôpitaux au lieu de trois, l'âge de la retraite avancé, l'augmentation des pensions sont sans doute des avantages appréciables mais ils ne modifieront pas en profondeur les principes protégeant les inégalités du système. A Sarrebruck, le slogan était : « Le

SPD n'est plus un parti de classe mais un parti de masse. »

Cette affirmation n'est que la confirmation de l'orientation adoptée depuis le programme de Godesberg, en 1959 : ériger avant tout, une société démocratique à l'intérieur de laquelle les classes laborieuses seraient comme sous l'hypnose d'une promesse de capitalisme populaire. A cet égard, l'illustration de la couverture de « Spiegel », l'hebdomadaire politique d'Augstein, est pour une fois révélatrice : le fanion rouge des partisans de Lassalle, de 1863, se reflète sur le capot luxueux d'une Mercedes, mais le reflet rend au lieu d'une seule, les trois couleurs fédérales frappées de l'aigle allemand.

Sur les quelque 800 motions qui donnèrent lieu parfois à des controverses intéressantes — mais

aussi fréquemment étouffées lorsqu'elles approchaient les lisières du progressisme — 60 se rapportaient à la fiscalité et au régime des héritages.

Mais qu'advient-il, en fait, des résolutions visant à relever la taxation des gros revenus et à enrayer la spéculation éhontée des propriétaires de terrains urbains ? Objet de l'une de ces propositions : le taux des impôts applicables aux très gros revenus devrait passer de 53 à 75 %. On remarquera au passage que cette méthode de prélèvement — opération première avant la redistribution selon les exigences du programme social — est calquée sur les principes de la social-démocratie suédoise dont se réclament de Brandt à Schmidt en passant par Wehner, tous les dirigeants ouest-allemands.

Inutile d'ajouter que cette conception qui laisse intactes toutes les manœuvres des cercles d'intérêts et du patronat, tend à une fonctionnarisation et à une bureaucratization outrancières de l'Etat, sans pour autant résoudre les problèmes inhérents aux catégories sociales les plus défavorisées (1). Initiative et culture populaires sont minutieusement laissées de côté. En politique étrangère, le mot d'ordre SPD est « Autodétermination du peuple allemand ». Donc pas de perspective de reconnaissance de l'Allemagne de l'est. Il est vrai que les chrétiens démocrates (CDU/CSU) ne reconnaissent même pas aux Allemands de l'est le droit de s'autodéterminer puisqu'ils nient systématiquement l'existence de l'Etat communiste allemand.

Les jeunes socialistes

Au vote final, Brandt obtint 318 voix sur les 331 suffrages exprimés ; son second, élu à la vice-présidence, Wehner, ex-communiste, 313. Seul Steffen, considéré comme le père de la jeune tendance d'influence marxiste réussit à forcer les portes du Présidium du congrès mais on peut retenir les noms de Gansel et Voigt (Schleswig-Holstein), Möller (Francfort), Dröscher (Rhénanie - Palatinat), Evers (sénateur démissionnaire de Berlin-ouest) et Vera Rüdiger si l'on veut connaître ceux qui prétendent représenter « le SPD des années 80 ».

A Sarrebruck, ils constituaient le tiers des effectifs ; ils n'y ont pas manqué de courage.

Les manipulations qui ont marqué l'élection des stratèges du congrès, la circulation de listes souterraines ont été dénoncées publiquement par leurs soins (Voigt). Gansel, après avoir souligné violemment le climat de « préparation » de la confrontation mit ces Messieurs au défit en leur rappelant par exemple que depuis 10 ans, ils étaient sommés de se prononcer sur l'illégalité « ab initio » des accords de Munich de 1938 ou seulement sur leur caducité. (« Quel conservatisme pour un parti qui se dit partisan du progrès ! »)

L'action américaine en Asie du sud-est, l'exclusion de la Grèce de l'OTAN firent bien aussi l'objet de motions, mais en vain... elles ne purent avoir raison de l'imperméabilité de la stratégie interne. Pourtant la presse fédérale échappant encore à l'emprise des Konzerns du genre Springer a reconnu que la sérénité affichée à Sarrebruck par les dirigeants réformistes pourrait bien être ébranlée d'ici les élections de 1973.

L'imposition des grosses fortunes, la limitation du profit des entreprises, la spéculation foncière et la fusion des sociétés de presse gérées par des hommes d'affaires sont autant de sujets qui risquent d'être rappelés par les jeunes au bon souvenir des anciens.

Les représentants de la jeune tendance qui se sentent moins limités dans leurs objectifs depuis l'éclatement de l'opposition extraparlamentaire, victime de son manque de contact avec la vie ouvrière, nous réserveront-ils d'heureuses surprises et répondront-ils à nos espérances ou bien seront-ils digérés par les majoritaires du parti S.P.D., appliqués par leurs actions et leurs doctrines empiriques à assurer la pérennité du système (2). □

(1) En Suède : 1.600.000 syndiqués sur 8 millions d'habitants. Parti Socialiste : 800.000 membres — mais 20 familles dominent toute l'économie suédoise.

(2) A noter que les Jeunes Socialistes (Jusos) se réclament des théories d'André Gorz (cf. Le Socialisme difficile, Seuil).

critique socialiste

Pour une théorie et une pratique révolutionnaire

Revue théorique du Parti Socialiste Unifié. Le N° 1, mars-avril 70, vient de paraître. En vente à « Editions Syros », 54, boulevard Garibaldi, Paris. C.C.P. 19.706.28.

- L'exemplaire : 5,00 F.
- Abonnement : 6 numéros 24,00 F.

Répression continue

Jean-Yves Romo

Mexique 68 : Le massacre de Tlatelolco le 2 octobre fait des centaines de morts. Les arrestations se succèdent.

1^{er} octobre 69 : Manifestation d'anniversaire : Nouvelle répression.
Décembre 69 : Grève de la faim des prisonniers politiques de la prison de Lecumberri à Mexico. **Mai 1970 :** Jugement et lourdes peines de prison pour dix militants arrêtés en 1968. **20 mai 1970 :** Assassinat par l'armée mexicaine de Yon Sosa, un des leaders de la guérilla guatémaltèque (qui a une frontière commune avec le Mexique).

Les faits prouvent le caractère essentiellement réactionnaire de l'Etat mexicain. Les parades militaires, la répression, la mainmise des capitaux américains caractérisent cet Etat qui, après les Jeux Olympiques, organise une coupe du monde du football. Réaction ! Répression ! On pourrait croire qu'il s'agit d'une évidence si l'on ne comprend pas comment la bourgeoisie mexicaine a manipulé le contenu de classe de la révolution de 1910 (1).

La récupération d'une révolution

En présentant l'Etat mexicain comme le produit achevé et la résultante d'une révolution à laquelle le participèrent de larges masses populaires, la bourgeoisie prétend cacher le caractère de classe de cette révolution qui a permis d'installer le capitalisme au Mexique. Elle prétend montrer l'Etat comme représentant tout le peuple et non une classe bourgeoise.

Cette construction idéologique trouve sa source dans deux faits

● Le mouvement ouvrier et paysan s'est, en 1910, opposé au régime semi-féodal du dictateur Porfirio Diaz, en s'intégrant dans une coalition de classe qui a mené la révolution de 1910 à son terme.

● Après le succès de la lutte armée, la bourgeoisie, incapable d'exercer seule le pouvoir, a incorporé formellement le mouvement ouvrier et paysan dans l'appareil gouvernemental. Force de manœuvre dans les années 30 contre les grands propriétaires terriens, mystifié par la nationalisation du pétrole réalisée, en 1938, par le gouvernement Cardenas, le mouvement ouvrier est devenu dépendant tant politiquement qu'idéologiquement de la bourgeoisie mexicaine. Le parti politique au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel, qui existe depuis 1928, a toujours régné sans partage avec une opposition symbolique. Rejetés hors de cette légalité partisane, tous les sursauts révolutionnaires (comme par exemple la grève des cheminots de 1959) ont été écrasés dans le sang, avec la complicité de syndicats marrons.

Ces faits jouent un rôle fonda-



mental quand l'Etat mexicain se voudrait le représentant des classes populaires et qu'il fait de la Révolution mexicaine son patrimoine personnel. Prétendu asile des révolutionnaires latino-américains, le régime mexicain n'est pas devenu un régime d'oppression lors du massacre d'octobre 68. Il l'était avant.

Le massacre d'octobre 68 et ses conséquences

Le 2 octobre 1968 met fin au « constitutionnalisme », construction idéologique et politique qui mène jusqu'au bout l'idée de l'Etat représentant de tout le peuple. Les événements du 2 octobre montrèrent à quel point il est illusoire de s'appuyer sur un cadre juridique (la Constitution) au service de la bourgeoisie, pour contester la bourgeoisie. Massacre, oppression et renforcement du pouvoir en place tel a été le prix de cette erreur pour les opposants d'octobre 68. Après le 2 octobre, deux étapes ont marqué les événements politiques au Mexique.

L'une va jusqu'à la nomination du candidat du P.R.I. aux élections présidentielles (juin 69).

Dans cette période, le gouvernement Diaz Ordaz a procédé à une campagne d'arrestations sélectives : 113 militants de gauche ont ainsi été incarcérés, et commencent aujourd'hui à être jugés. L'interdiction de tout acte publique d'opposition, les provocations policières et fascistes au sein du mouvement étudiant ont assuré au régime une stabilité. Les différents sursauts du mouvement de gauche, incapable d'assimiler l'expérience d'octobre 68, échouèrent. Le choix de Luis Echeverria, ministre de l'Intérieur du gouvernement Diaz Ordaz, comme candidat du P.R.I. à la présidence, a une signification politique précise. Elle implique la continuité de la répression policière et le triomphe de la majorité conservatrice du P.R.I. sur une minorité à peine balbutiante et impuissante.

De juin 69 à aujourd'hui

Le problème de la répression fut posé plus clairement lors de la grève de la faim de 90 prisonniers poli-

tiques en décembre 1969. Malgré une démagogie habile Echeverria ne pouvait plus nier l'existence des prisonniers politiques. L'existence de cette répression éclatait aux yeux de tous. Témoignages d'une répression systématique, ils ne sont pas, d'après Diaz Ordaz, des prisonniers politiques, mais des prisonniers de droit commun. Ce type de falsification a aussi été opéré au Brésil.

Tous ceux qui dans l'action et non dans des cercles fermés s'opposent au régime seront ainsi traités. Ainsi, au nom du peuple, l'Etat réalise sa politique, concède des miettes de mesures populaires. Il contrôle les syndicats, la presse avec des relents de caudillisme. Tout mouvement populaire de masse, par le seul fait d'exiger quelque chose de l'Etat mexicain, se heurtera à son autoritarisme et à une répression sanglante.

Pourtant, l'opposition clandestine continue d'exister et la lutte étudiante s'est radicalisée. Après l'échec du « réformisme putschiste » d'octobre 68, les « brigades » politiques étudiantes ont établi des liaisons dans le milieu ouvrier et paysan, où le mécontentement croissant ne trouve pas encore ses propres formes d'expression. Avec l'appui de certains intellectuels et même de quelques personnalités de la bourgeoisie ou du clergé progressiste, les grèves de janvier 1970 dans l'Université ont permis une réorganisation de la lutte. La répression a continué. La revendication de libération des prisonniers politiques n'a pas abouti. Relayée par un comité international de solidarité (2), cette lutte en annonce d'autres malgré son échec.

Les récents contacts que des petits groupes révolutionnaires (dissidents du parti communiste mexicain empêtré dans la recherche d'une reconnaissance de sa légalité) ont eus avec des ouvriers et des paysans sont encourageants. Contre la répression au Mexique, nous devons dénoncer la pseudo-démocratie bourgeoise mexicaine. □

(1) Voir à ce sujet : La révolution mexicaine, Jésus Silva Herzog, F. Maspero.

(2) Comité international de soutien au peuple mexicain en lutte (29, rue du Télégraphe, Paris 20^e).

contre la démoralisation

CUBA. Départ le 6 juin (3 s.) : 1.850 F. Autres départs (4 s.) : les 4 et 25 juillet, les 1^{er} et 29 août.

la construction du socialisme et l'internationalisme

ALBANIE, 18 jours : 1.460 F - Dates : 1/8 juillet, 5/22 août.

chez des militants ruraux

BRETAGNE : Travail sur l'exploitation - Débats et discussions politiques, Ouvriers, Paysans, nous sommes le grand Parti des travailleurs.

Mexique - Moyen-Orient - Pérou - Bolivie - Sénégal - Mali - Algérie - Suède - U.R.S.S. - Yougoslavie - Pologne - Tchécoslovaquie - Roumanie.

Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. Tél. : 325.00.09.
 Lyon : Tél. : 29.57.64.

A envoyer à Découverte et Culture, 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e

Je désire

• Recevoir une documentation

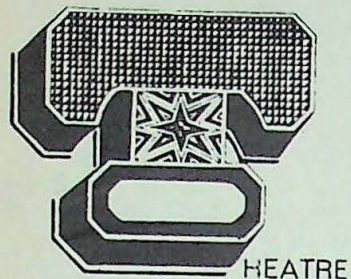
PAYS :

NOM

PRENOMS

ADRESSE

Luttes culturelles



Sur plusieurs fronts

D. Nores

Que cela tienne à l'impulsion d'une région en plein essor, ou à leur dynamisme personnel, les troupes de la région lyonnaise répondent aux difficultés, qui ne leur sont pas mesurées, par une activité accrue.

Ainsi, la troupe de Planchon, chassée pour deux ans du Théâtre de la Cité où les travaux de réfection se poursuivent, a-t-elle réussi à être présente toute l'année à Paris, au Théâtre Montparnasse, et à Villeurbanne, où ses manifestations éclatées ont animé divers lieux d'accueil. Même éclatement ; même rebondissement d'activité pour Jean Dasté. Il a aujourd'hui un pied solide dans la Maison de la Culture de Saint-Etienne (dont il occupe régulièrement la petite salle). L'autre est un pied baladeur, qui touche à la grande salle, entre deux galas Karsenty, ou hésite à revenir vers l'ancienne salle des Mutilés, qui aurait besoin d'être rééquipée. En attendant, un chapiteau a été promis à Dasté pour qu'il joue sur les places des villages, au milieu du public, ce qui est, de sa part, une démarche de l'amitié : la recherche d'un accord très simple avec des populations sans idées préconçues.

Partout, on a le sentiment qu'une double bataille se livre, bataille bien visible, parfois bruyante, des animateurs, pour garder les instruments de travail qu'on a mis dans leurs mains, et pour les rendre matériellement plus efficaces. Ainsi, Marcel Maréchal se répand-il en plaintes justifiées : alors qu'il dirige une des troupes qui créent le plus de pièces de valeur, et que le Théâtre du



Huitième fait un effort permanent d'animation, ses subventions sont parmi les plus basses. Parallèlement, pour certains animateurs au moins, une bataille plus secrète se livre, débat de soi avec soi, pour savoir quoi faire des instruments conservés.

Une des utilisations est évidemment d'exprimer les inquiétudes des hommes de notre temps. Peut-on vraiment tout faire de l'homme ? C'est ce qu'on se demande à Villeurbanne, où Jacques Rosner a monté *Homme pour Homme*, de Brecht, et à St-Etienne où Jean Dasté a confié à Michel Dúbois la mise en scène des *Débuts de l'époque indienne*, de Peter Hacks. Le pièce de Hacks, (une de ses premières pièces) se lit obligatoirement en référence à la *Vie de Galilée*, de Brecht, dont Hacks est le disciple le plus avoué.

Pour Brecht, l'homme de science pouvait user de la ruse et préserver vis-à-vis du pouvoir, non sa personne qu'il est facile de réduire à l'obéissance, mais au moins le sens et la continuité de ses travaux. Pour Hacks, l'homme de science, quand il accepte des puissances de tutelle qu'elles financent ses recherches, les compromet et se compromet irrémédiablement. Son Christophe Colomb est un second Oppenheimer. Non seulement, en cédant aux politiciens, il a sur la marche du monde une influence qui dépasse de loin sa volonté individuelle, mais sa découverte qui voulait être ouverture, moyen de connaître plus et mieux, s'est transformée, lui-même y consentant, en rapacité et volonté d'agression con-

tre des populations désarmées.

A Villeurbanne, on ne se contente pas d'affirmer qu'on peut tout faire d'un homme : on le démontre. Sous nos yeux, un paisible débardeur, Galy Gay, est changé en un soldat sauvage devant qui tremblent villes et forteresses. Il ne s'agit pas là d'une évolution psychologique du personnage mais d'un véritable traitement administré par trois soldats qui ôte à Galy Gay sa personnalité première, et le re-personnalise ensuite dans une autre identité. L'interprète du rôle, Henri Virlogeux, rend très troublant ce moment où l'homme entre deux noms, deux raisons sociales n'est réellement plus personne.

A l'inverse, la *Bérénice* de Planchon — qui est à Paris une importation lyonnaise — ou le *Bourgeois gentilhomme* du Théâtre du VII^e prennent une distance voulue avec les problèmes actuels.

Cela ne signifie pas désintérêt, bien au contraire. Roger Planchon rentre d'Essen où se tenait un colloque entre des metteurs en scène venus du monde entier. Il se dit très frappé par la coupure qui est en train de se creuser partout entre un théâtre d'action, révolutionnaire dans ses intentions, et le théâtre qui se consacre tout entier à la recherche des formes d'expression. Il y a trois ans, les animateurs du tiers monde, dans de semblables réunions, ne se faisaient pas entendre. Ils sont aujourd'hui très violents. Ils considèrent le théâtre comme un moyen de combat et refusent d'admettre que, dans le contexte politique mondial, il puisse avoir aujourd'hui d'autre but. □

Cinéma

Le pistonné

Alain Moutot

Au travers de ses films autobiographiques, la méthode de Claude Berri ne s'est pas révélée une mise en pièces des travers de la société. Dans « Le vieil homme et l'enfant », il s'en prenait à l'antisémitisme, mais avec tact, et « Le Mariage » était l'occasion pour lui de malmener moins, oui, mais si peu ! la tradition. C'est le procédé intimiste qui a ses faveurs ; celui qui consiste à noter çà et là quelques détails acerbes... Jamais méchants... Tout en nuances... le grincement des dents se transforme vite avec lui en sourire ému.

Cette volonté de rendre le spectateur sensible à un problème philosophique social ou politique, non par une démonstration d'ensemble mais en teintant par touches comiques ou graves quelques éléments du sujet traité, est manifeste dans son dernier film « Le Pistonné ».

C'est l'histoire d'un jeune appelé qui, jusqu'à présent, était bien au chaud dans ses foyers israélites et dans les bras de sa maîtresse. Un pistonné doit lui permettre de passer la durée de son service militaire dans l'armée de l'air, place Balard car le métro est direct... Et il se retrouve ainsi au Ma-

roc. Certes, Berri sait sur certains points faire mouche en montrant « le brave soldat Langman » corvéable à merci d'un maréchal des logis particulièrement obtus. Comme le dit François Truffaut, l'attitude de Claude Berri vis-à-vis du trouble de la jeune recrue est généreuse.

Il montre avec justesse combien cette vie dans un monde à part est ennuyeuse quand de précieux moments de l'adolescence sont confisqués à des travaux ridicules, parfois atroces quand le maniement d'armes confine au sadisme. Et, surtout, le sentiment d'absurdité est poussé au comble : les soldats apprennent qu'ils sont allés défendre l'honneur de leur pays dans un conflit sans issue, face à une population à qui un jeune Français n'a aucune raison d'en vouloir. La preuve de cette volonté, elle, se trouve dans le dernier plan du film : plan statique d'une incontestable violence où l'on voit le jeune voisin de Langman amputé d'une jambe, psychiquement atteint, éclater d'un rire nerveux.

Ces thèmes étaient l'amorce d'un film assez détonnant. Mais de la dynamite, on ne voit que la mèche. Le metteur en scène dépasse rarement le cas individuel pour mettre en cause l'institution. Là où on s'attendait à de grands coups d'épée dénonciateurs, il ne reste en fait que quelques coups d'épingle. Les révoltes de Langman sont montrées comme des excès de folie passagère qui ne vont pas très loin. Il y avait là l'occasion de réaliser une chronique du contingent face à l'armée de métier et aux guerres coloniales. Ce n'est que la ballade d'un troufion sur l'air d'« Avec l'ami Bedos », dans la droite ligne d'« Ignace » et du comique troupière.

Cette impression est renforcée par l'habillage désastreux des acteurs : Berri semble s'être complu à décrire l'armée de Bourbaki ; les scènes décrites, bien qu'elles restent en deçà de la réalité historique, seront perçues par le spectateur comme une grande caricature de l'institution sans rapport avec la réalité actuelle et d'une crédibilité faible.

Ceux qui sont directement touchés par ces événements historiques deviennent par ce film d'anciens combattants : ces exploits les ont fait « baver » mais leur ont suscité un bon souvenir. Les autres, les milliers de jeunes, concernés actuellement par ce problème sérieux, comme l'a montré la dernière campagne conjointe du P.S.U. et de la Ligue communiste, que retiendront-ils d'un film volontairement situé en 1955 ?

C'est dommage, le cinéma français nous donne rarement à voir un film sur ce thème tabou, et qui se classe au troisième rang quant au nombre des spectateurs des œuvres projetées en ce moment sur nos écrans. C'est qu'il n'y a rien à craindre quand la dénonciation s'affirme consommation. □

Leçons d'un échec

Jean Verger

Il est de bon ton, dans certains groupes révolutionnaires, et même dans notre Parti, de ne considérer Mai 1968 que comme une étape de l'affrontement historique du socialisme avec le capitalisme, un simple palier. L'analyse des « événements » de Mai débouche généralement sur un certain nombre d'obstacles. Pour les uns (Gauche prolétarienne), Mai 68 ne constituait qu'une première avancée — massive, il est vrai — de la guerre de résistance populaire devant déboucher (dans quelques décennies), sous l'effet d'une véritable guerre populaire d'usure, sur la dictature du prolétariat.

Pour d'autres (Ligue communiste) mai 68 n'a été qu'une répétition générale, un 1905 en quelque sorte, simplement moins éloigné de 1917, prélude à la constitution d'une véritable avant-garde révolutionnaire qui mènera inéluctablement, à la prochaine occasion, et si le P.C.F. perd pied au sein de la classe ouvrière, les masses à la victoire. Pour d'autres, enfin, (A.J.S.) mai 1968 marqua le point de départ d'une stratégie de « front unique ouvrier » c'est-à-dire d'une stratégie purement dictée par la pression sur les cadres et les militants des appareils traditionnels pour les obliger (malgré eux) à jouer un rôle révolutionnaire auquel ils répugnent évidemment profondément. S'il convient aujourd'hui, deux ans après Mai, de situer correctement la nature de cette crise en tant que crise révolutionnaire, ce n'est pas simplement pour le plaisir de « refaire l'histoire », c'est parce que ce développement d'une nouvelle étape révolutionnaire est inscrit dans les faits et que les mêmes erreurs risquent d'apparaître demain.

Trois erreurs

L'erreur de la Gauche prolétarienne consiste dans son absence de perspectives politiques qui découle elle-même de la pratique de ce courant — en mai qui sous-estima le caractère révolutionnaire de la crise et surestima les capacités de résistance de l'Etat bourgeois.

L'erreur du mouvement trotskyste d'obédience J.C.R. fut de plaquer sur le mouvement de mai le schéma de 1917 : l'inexistence d'un parti « bolchevik » en mai 68 ne pouvait conduire qu'à la défaite si on lançait des mots d'ordre mettant en cause directement l'appareil d'Etat.

L'erreur du mouvement trotskyste d'obédience lambertiste fut non seulement de désertier le terrain des luttes réelles, mais de limiter le problème de l'heure à la coordination des comités de grève, en imitant

ainsi le P.C.F., voulant que la lutte soit cantonnée au terrain social : attitude s'expliquant par la surestimation du pouvoir des appareils traditionnels sur les masses populaires, notamment en période de crise révolutionnaire.

Comprendre la crise révolutionnaire de mai 68, ce n'est pas chercher à savoir pourquoi « historiquement » la révolution n'était pas possible (chaque échec révolutionnaire peut s'expliquer ainsi) c'est au contraire essayer d'expliquer quelle stratégie aurait été nécessaire pour rendre « l'impossible », possible, c'est-à-dire pour conduire le mouvement des masses à la victoire.

L'existence des appareils traditionnels en tant que frein « objectif » est un argument qui doit faire long feu : pendant toute la période ascendante du mouvement de mai, on a vu les dirigeants du P.C.F. et de la bureaucratie syndicale, débordés par les masses et par leur propre base.

Jusqu'à la manifestation de la C.G.T. du 29 mai, on peut dire que le mouvement populaire étudiants-travailleurs a imposé sa loi (et ses faiblesses) contre la volonté des états-majors.

Ce n'est qu'après cette date qu'on assiste à la reprise en main par les appareils : dans toute période de crise révolutionnaire, l'action créatrice des masses, est toujours plus à gauche que les directions officielles. Lorsque celles-ci sont par surcroît bureaucratiques, elles sont littéralement paralysées.

Bien sûr, lorsque du mouvement révolutionnaire « spontané » ne jaillissent ni direction, ni perspectives claires, le vide politique est rempli par les appareils traditionnels qui savent toujours troquer leur droit d'aïnesse pour le plat de lentille électoral et réformiste.

Parti révolutionnaire avant-garde, direction des luttes

C'est ici qu'intervient l'argument « sans Parti, révolutionnaire, la révolution n'était pas possible en mai ». Sous entendu, sans parti « bolchevik ». Nous rejoignons là le problème d'actualité au P.S.U. de la construction d'un parti révolutionnaire, de sa nature, de ses composantes, de ses structures.

S'il n'existait pas en mai 68 de parti « bolchevik », il existait par contre un puissant courant révolutionnaire (c'est-à-dire une somme considérable de militants, organisés dans les groupes révolutionnaires, et s'auto-organisant dans les co-

mités d'action étudiants-ouvriers ou dans les comités d'action d'entreprises ou de localités). Il existait aussi un mouvement de masse étudiant, jouant qu'il le veuille ou non (et pourtant il le voulait à peine) le rôle d'avant-garde tactique pour le mouvement ouvrier (tant pis pour les détracteurs de « Que faire » de Lénine) non pas en tant que mouvement d'intellectuels petits bourgeois, mais en tant qu'avant-garde de la pensée socialiste aux prises avec la société et l'Etat capitalistes.

La stratégie politique de ce courant révolutionnaire (et non pas la pratique quotidienne, militante) ne s'est appliquée qu'à travers les prises de position de l'U.N.E.F., et le 27 mai, par l'organisation du meeting de Charléty : le courant révolutionnaire, pendant toute la période qui s'étend jusqu'à ce meeting, a été incapable ou a refusé de coordonner l'action des C.A., en imposant une direction politique chargée d'animer la lutte contre l'appareil d'Etat.

D'un côté, sous-représentation ou absence d'une direction politique reconnue comme telle, de l'autre, absence de perspectives concrètes, d'attaques réelles contre l'appareil d'Etat fissuré de bas en haut,

voilà la caractérisation fondamentale des erreurs du courant révolutionnaire en mai.

Or, ni notre Parti, ni aucun des groupes révolutionnaires ne pouvaient, l'eussent-ils voulu, s'imposer chacun comme « la direction ». Mais chacun avait la possibilité d'exercer une pression irrésistible pour qu'une telle direction se dégage rapidement de l'ensemble des C.A.

C'est cette direction — et elle seule — animant les actions des C.A., proposant des perspectives de mobilisation concrètes contre l'appareil d'Etat, centralisant au jour le jour, heure par heure, les informations, etc. qui a manqué en mai 68.

Le Parti révolutionnaire en puissance en mai 68, c'étaient les dizaines et les dizaines de milliers de militants des C.A., l'absence de direction politique ne l'a pas empêché de mener certes des actions exemplaires ou des combats d'arrière-garde utiles, mais elle l'a empêché de briser l'Etat bourgeois.

Le parti révolutionnaire aujourd'hui

La leçon de mai 1968, c'est que ni notre parti, ni aucun

groupe, ne peut à lui seul se prévaloir de la future direction des luttes révolutionnaires. Créer les conditions favorables à une future direction commune, engager le dialogue avec les groupes révolutionnaires, favoriser le maximum d'actions communes, préserver la démocratie dans les relations entre partenaires, voilà les premières tâches. Le futur parti révolutionnaire qui naîtra des luttes communes actuelles tolérera non seulement les tendances, mais peut-être les fractions, et aura comme ciment commun, non seulement une stratégie, mais une équipe de dirigeants massivement acceptés par l'ensemble des militants.

Voilà une vision du parti révolutionnaire qui nous ramène plus à Marx qu'à Lénine (sans que nous mettions en cause la nécessité historique pour la Russie autocratique d'alors, du parti Bolchevik), mais qui s'applique à une société capitaliste française, dont il faudra bien un jour analyser la faiblesse de son appareil d'Etat.

Une page a été tournée : deux ans après mai 68, il importe encore de tirer les conclusions tactiques qui s'imposent en période de crise révolutionnaire. □



A.F.P.